



Conseil de sécurité

Quatre-vingtième année

9924^e séance

Jeudi 29 mai 2025, à 15 heures

New York

Provisoire

Président : M. Sekeris (Grèce)

Membres :

Algérie	M. Koudri
Chine	M. Geng Shuang
Danemark	M ^{me} Landi
États-Unis d'Amérique	M. Kelley
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. Dharmadhikari
Guyana	M ^{me} Benn
Pakistan	M. Jadoon
Panama	M. Alfaro de Alba
République de Corée	M. Sangjin Kim
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . .	M. Kariuki
Sierra Leone	M. Totangi
Slovénie	M. Žbogar
Somalie	M. Ibrahim

Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentantes de l'Islande et de l'Ukraine et les représentants de l'Estonie, de la Pologne et de la Tchéquie à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, et M^{me} Lisa Doughten, Directrice de la Division du financement et des partenariats du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite également S. E. M. Stavros Lambrinidis, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M^{me} DiCarlo.

M^{me} DiCarlo (*parle en anglais*) : Lorsque j'ai présenté mon dernier exposé au Conseil sur l'évolution de la situation en Ukraine, il y a exactement un mois (voir S/PV.9908), des initiatives diplomatiques suscitaient l'espoir prudent d'avancées propres à mettre fin aux combats. Malheureusement, au lieu d'avancer vers la paix, nous avons assisté à une recrudescence brutale des attaques russes à grande échelle dans tout le pays. Cette escalade intervient après une réduction relative de l'intensité des attaques, y compris la trêve unilatérale de 72 heures déclarée par la Fédération de Russie du 8 au 10 mai.

Le week-end dernier, pendant trois nuits consécutives, les forces armées russes ont attaqué des villes et des villages ukrainiens avec un nombre record de missiles et drones à longue portée, tuant et blessant des dizaines de civils. La plupart des victimes ont été recensées à Kyïv, Kharkiv, Odesa et Mykolaïv, ainsi que dans d'autres zones densément peuplées.

Le lundi 26 mai, au moins six personnes auraient été tuées et 24 autres auraient été blessées à travers le pays, notamment dans les régions de Donetsk, Kherson, Zaporizhzhia, Odesa et Mykolaïv. Selon les autorités ukrainiennes, l'attaque menée lundi était la plus grande attaque de drones contre l'Ukraine depuis le début de l'invasion à grande échelle du pays par la Russie, avec 355 drones, dépassant le précédent record établi la nuit précédente.

Le dimanche 25 mai, 12 personnes, dont trois enfants, auraient été tuées et plus de 60 autres auraient été blessées lorsque des missiles et des drones ont frappé Kyïv et d'autres sites dans les régions de Kyïv, Zhytomyr, Khmelnytskyi, Ternopil, Dnipropetrovsk, Mykolaïv, Odesa, Kharkiv, Chernihiv, Cherkasy, Sumy et Poltava. Plus de 80 bâtiments résidentiels auraient été endommagés.

Le samedi 24 mai, au moins 15 personnes, dont deux mineurs, auraient été blessées lors d'une frappe russe sur Kyïv. Ailleurs, au moins 13 personnes auraient été tuées, dont quatre dans la région de Donetsk, cinq dans les régions de Kherson et d'Odesa, et quatre dans la région de Kharkiv. Les régions de Dnipro et de

Zaporizhzhia ont également été touchées. En outre, la région de Sumy, dans le nord-est de l'Ukraine, a été particulièrement touchée par des bombardements transfrontières intensifs et continus.

Le 17 mai, quelques heures seulement après la réunion entre les délégations russe et ukrainienne à Istanbul, un drone russe a frappé un bus civil à Bilopillia, dans la région de Sumy, tuant neuf personnes et en blessant sept autres. Parmi les personnes tuées se trouvaient trois membres d'une même famille, une mère, un père et leur fille.

Au total, depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022, au moins 13 279 civils ont été tués, dont 707 enfants. Le nombre confirmé de civils blessés s'élève à 32 449, dont 2 068 enfants.

La situation générale en matière de sécurité depuis le début de l'année est nettement moins bonne qu'au cours de la même période l'année dernière. Le nombre de morts parmi les civils au cours du premier trimestre de cette année est supérieur de 59 % à celui pour la même période en 2024.

Depuis mon dernier exposé, les régions russes limitrophes de l'Ukraine ont également fait état de victimes civiles. Selon le Ministère russe des affaires étrangères, neuf civils ont été tués et 117 autres ont été blessés par des frappes ukrainiennes entre le 19 et le 25 mai. Le Ministère a également indiqué qu'entre le 12 et le 18 mai, 17 civils russes ont été tués et plus de 100 autres ont été blessés à la suite d'attaques ukrainiennes contre des régions frontalières russes, ce qui porte le total pour le mois de mai à 59 tués, dont cinq enfants, et plus de 400 blessés, dont 21 enfants.

L'ONU n'est pas en mesure de vérifier ces informations. Toutefois, s'ils sont confirmés, ces chiffres rappellent de manière brutale le nombre croissant de victimes civiles liées à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, plus particulièrement en Ukraine, mais aussi, de plus en plus, en Russie.

Je voudrais rappeler clairement que les attaques contre les civils et les infrastructures civiles sont strictement interdites par le droit international humanitaire. Elles sont inacceptables et indéfendables, où qu'elles se produisent, et elles doivent cesser immédiatement.

Ma collègue, Lisa Doughten, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, fera le point sur les effets des nouvelles attaques sur la situation humanitaire en Ukraine et sur les mesures que nous prenons pour apporter une aide vitale à tous ceux qui en ont besoin.

Cette nouvelle escalade dangereuse fait suite à d'importantes évolutions diplomatiques. Le 16 mai, les délégations ukrainienne et russe se sont rencontrées à Istanbul pour les premières négociations directes depuis trois ans. Nous nous félicitons de ces pourparlers et saluons l'important rôle de facilitation joué par les États-Unis et la Türkiye. Bien qu'ils n'aient pas abouti au cessez-le-feu complet, immédiat et inconditionnel ô combien nécessaire que réclame le Secrétaire général, un élément encourageant est que les parties aient convenu de poursuivre le processus.

Nous nous félicitons également que ces pourparlers aient permis d'aboutir à l'échange progressif d'un millier de prisonniers de chaque camp, achevé récemment. Nous espérons que tous les prisonniers de guerre et les détenus civils restants rentreront bientôt chez eux.

Depuis le début de la guerre, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme recense les violations des droits humains commises dans les territoires ukrainiens occupés par la Fédération de Russie. La Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine continue quant à elle d'enquêter sur les allégations de violations des

droits humains et du droit international humanitaire et d'atteintes à ces droits en Ukraine. Hier encore, la Commission a fait état d'allégations d'attaques systématiques de drones par les forces russes prenant pour cible des civils à Kherson.

La guerre a des effets particulièrement tragiques sur les enfants. Plus de 5,1 millions d'enfants ont été contraints de quitter leur foyer. Un enfant sur cinq a perdu un parent ou un ami depuis 2022. Le sort des enfants ukrainiens qui auraient été déportés vers la Fédération de Russie reste une question très préoccupante.

La vague d'attaques massives du week-end dernier est un sinistre avertissement de la rapidité avec laquelle cette guerre peut atteindre de nouveaux niveaux de destruction. Une nouvelle escalade non seulement alourdirait le bilan dévastateur pour les civils mais mettrait également en péril les efforts de paix déjà fragiles. Plus la guerre se prolonge, plus ses effets se font sentir aux niveaux régional et mondial, et plus il sera difficile de trouver une solution pacifique.

La position de l'ONU a été et reste fondée sur le principe du soutien à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Nous continuons d'appeler à la paix conformément à la Charte des Nations Unies, au droit international et aux résolutions pertinentes des organes de l'ONU.

En février, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2774 (2025), la première depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, demandant instamment qu'il soit mis fin au conflit dans les plus brefs délais et plaidant pour une paix durable. Peu après l'adoption de la résolution, après plus de trois ans d'une guerre brutale et illégale, la communauté internationale s'est réjouie de voir émerger ce qui semblait être les premiers signes d'un potentiel processus de paix. Cependant, l'anticipation et l'enthousiasme ont rapidement cédé la place à la frustration à travers le monde face à l'aggravation des souffrances en Ukraine à la suite des récentes attaques de grande ampleur menées par la Russie. L'espoir de voir les parties s'asseoir autour d'une table et négocier subsiste, mais il est très ténu.

Des efforts sérieux, concrets et de bonne foi doivent rapidement être déployés pour reprendre le chemin qui pourrait mener à une paix juste. Demander un cessez-le-feu complet, immédiat et inconditionnel fait partie de ces efforts, même s'il ne s'agit que d'une première étape. Le processus de paix ne sera pas facile et prendra du temps. Mais il ne doit pas attendre. Le peuple ukrainien, en particulier, ne peut pas attendre.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} DiCarlo de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Doughten.

M^{me} Doughten (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de présenter un exposé au Conseil de sécurité sur la situation humanitaire en Ukraine.

Depuis notre dernier exposé au Conseil il y a un mois (voir S/PV.9908), les attaques ont continué de faire un nombre effarant de victimes civiles en Ukraine. Rien qu'au cours de la semaine écoulée, leurs conséquences humanitaires se sont aggravées, avec des déplacements forcés, la destruction des infrastructures critiques et la perturbation des services de base.

Malgré les pourparlers de paix menés ce mois-ci, une série de frappes aériennes et d'autres hostilités, en particulier au cours du week-end dernier, ont fait des victimes civiles dans toute l'Ukraine, et trois enfants ont notamment été tués. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, au moins 14 civils ont été tués et plus de 39 autres blessés. Les attaques ont également causé des dommages

considérables aux infrastructures civiles, aux habitations et aux écoles, notamment dans des zones fortement peuplées.

Les services de soins de santé sont toujours mis à très rude épreuve, en particulier dans les zones situées à proximité de la ligne de front dans les régions de Kharkiv et de Donetsk. Ces perturbations limitent l'accès aux soins de traumatologie et à d'autres services critiques, mettant gravement en danger les malades et les blessés. L'Organisation mondiale de la Santé a confirmé que plus de 200 attaques ont touché des établissements de santé, le personnel médical, les moyens de transport médicaux, le matériel médical ainsi que des patients dans toute l'Ukraine cette année.

Les civils restent constamment confrontés à de graves dangers, en particulier dans l'est et le sud du pays et le long des régions frontalières du nord. Les attaques de missiles et de drones menées au cours de la semaine écoulée ont fait de nombreuses victimes civiles et endommagé des immeubles d'habitation et des infrastructures critiques, notamment des gazoducs, des écoles et des transports publics dans au moins 10 régions éloignées de la ligne de front, dont Kyïv, Zhytomyr et Khmelnytskyi.

Ces attaques soulignent la vulnérabilité persistante des civils dans tout le pays, y compris des plus de 3,7 millions de personnes actuellement déplacées en Ukraine. Rien que la semaine dernière, plus de 5 000 personnes supplémentaires, principalement originaires des régions de Kherson, de Donetsk et de Sumy, ont été déplacées à la suite de l'escalade de la violence. Selon des informations non confirmées, des victimes civiles et des dommages aux infrastructures civiles ont également été enregistrés dans les régions de Koursk et de Belgorod, en Fédération de Russie.

Comme l'a réaffirmé le Secrétaire général cette semaine, et comme nous l'avons déjà dit à maintes reprises, en vertu du droit international humanitaire, il faut veiller constamment à épargner les civils et les biens de caractère civil.

La guerre continue d'avoir des effets disproportionnés sur les femmes et les filles, en particulier dans les zones de déplacement forcé. Les risques de violence fondée sur le genre restent élevés, la demande actuelle de services de protection dépassant l'appui disponible, surtout dans certaines zones situées à proximité de la ligne de front.

Les travailleurs humanitaires restent eux aussi exposés à de graves dangers. Jusqu'à présent, cette année, 37 actes de violence ont été enregistrés contre le personnel, les biens et les installations humanitaires. Deux travailleurs humanitaires ont été tués, et 23 ont été blessés alors qu'ils apportaient de l'aide. Je répète qu'en vertu du droit international humanitaire, les travailleurs et les biens humanitaires doivent être protégés.

Nous restons profondément préoccupés par le sort des 1,5 million de civils des régions de Donetsk, de Luhansk, de Kherson et de Zaporizhzhia actuellement occupées par la Fédération de Russie. Ces communautés restent en grande partie hors de portée des acteurs humanitaires, non pas par manque de capacité ou de volonté, mais en raison d'obstacles persistants imposés à l'accès humanitaire.

Le droit international humanitaire est parfaitement clair : toutes les parties doivent permettre et faciliter le passage rapide et sans entrave de l'aide humanitaire destinée aux civils dans le besoin. Les obstructions qui privent la population civile des éléments essentiels à sa survie sont contraires à cette obligation.

Malgré la multiplication des difficultés, les partenaires humanitaires, pour la plupart des organisations non gouvernementales (ONG) locales, continuent de fournir une aide vitale. Il s'agit notamment de denrées alimentaires, d'eau propre, de trousse de hygiène et de services de protection pour les civils vivant près de la ligne de front, ceux qui sont en train d'être évacués et les plus vulnérables parmi les

déplacés. En appui aux équipes locales d'intervention d'urgence, des programmes d'urgence ont également été menés à bien à la suite des récentes attaques.

Au cours du week-end, le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire des Nations Unies pour l'Ukraine, Matthias Schmale, et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires ont acheminé un convoi interinstitutions vers les communautés en première ligne dans la région de Kherson, où les bombardements quotidiens continuent de menacer les civils, pour la plupart des personnes âgées. Durant sa visite, il a rencontré des habitants qui ont choisi de rester malgré les risques, s'accrochant à l'espoir que même après trois années d'hostilités dans la région, il y aurait un retour à une vie normale dans leurs communautés d'origine. Le convoi a livré des kits dignité pour les personnes âgées, ainsi que des trousseaux de premiers secours, des trousseaux d'hygiène et des paniers alimentaires. Depuis le début de l'année, 10 convois interinstitutions sont venus en aide à près de 14 000 personnes le long de la ligne de front à Kherson.

L'action humanitaire reste une bouée de sauvetage vitale pour des millions de personnes. Depuis le début de l'année, 440 organisations humanitaires, principalement des ONG locales, ont apporté une assistance salvatrice à environ 3,1 millions de personnes partout en Ukraine.

Cependant, plus de cinq mois se sont désormais écoulés depuis le début de l'année et, en raison de la forte contraction du financement de l'aide humanitaire, seul un quart des 2,6 milliards de dollars requis pour le plan de réponse aux besoins humanitaires 2025 a été reçu. Les déficits de financement ont déjà entraîné des réductions de l'assistance pécuniaire, du soutien en matière de santé mentale, de l'aide à l'hébergement et des services destinés aux survivants de la violence fondée sur le genre. Sans un appui urgent, les programmes de base risquent d'être suspendus, au moment même où les besoins augmentent.

Je voudrais conclure mon intervention par trois messages urgents.

Premièrement, les civils et les biens de caractère civil doivent être protégés. Les attaques dirigées contre les maisons, les hôpitaux et les abris pour les déplacés doivent cesser, de même que toutes les attaques aveugles.

Deuxièmement, il faut faciliter un accès humanitaire durable. Les acteurs humanitaires doivent bénéficier d'un accès sûr, rapide et sans entrave à tous les civils dans le besoin, où qu'ils se trouvent et quelle que soit la partie qui contrôle le territoire. Nous continuerons de dialoguer avec les parties à cet effet. Le Conseil et tous les États Membres peuvent exercer une influence considérable pour assurer à la fois la protection des civils et un accès humanitaire sans entrave.

Troisièmement, il faut appuyer l'action humanitaire. Des vies en dépendent. Tout retard coûte des vies. Chaque dollar nous permet d'apporter de l'aide aux familles qui se retrouveront sous le feu des bombardements, d'éduquer les enfants qui ne pourront plus aller à l'école, de contribuer à l'évacuation des personnes handicapées et de maintenir l'approvisionnement en eau des communautés en première ligne.

Il n'y a pas de répit pour les civils en Ukraine. Les bombes ne s'arrêtent pas. Le traumatisme ne s'estompe pas. Les besoins ne diminuent pas. C'est pourquoi notre détermination ne peut faiblir.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Doughten de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M^{me} Landi (Danemark) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour de leurs exposés la Secrétaire générale adjointe, M^{me} DiCarlo, et la Directrice Doughten.

Comme l'ont souligné les deux intervenantes, beaucoup de choses se sont passées depuis la dernière séance du Conseil de sécurité sur l'Ukraine, il y a un mois (voir S/PV.9908). Je voudrais me concentrer sur quelques points importants.

Premièrement, en ce qui concerne la situation humanitaire, nous nous félicitons de l'échange de prisonniers qui a eu lieu le week-end dernier, le plus important depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, et nous félicitons la Türkiye des efforts qu'elle continue de déployer à cet égard. Cependant, nous ne pouvons faire abstraction du fait frappant que, pendant que ces échanges étaient en cours, la Russie a considérablement intensifié ses attaques aériennes contre les civils et les villes d'Ukraine. Rien qu'au cours des deux dernières semaines, la Russie a tiré plus de 1 000 drones, ainsi que des missiles balistiques et de croisière, sur la population ukrainienne. Les scènes de Kyïv en flammes, de bus touchés alors qu'ils évacuaient des civils et d'enfants dans les décombres sont des rappels obsédants de la barbarie pure et simple de la guerre. Ce qui est encore plus cynique, c'est le fait que certaines de ces attaques extrêmement meurtrières ont eu lieu alors que le Président Zelenskyy se trouvait lui-même en Türkiye, prêt à entamer des pourparlers en vue d'un cessez-le-feu. Une telle escalade des attaques contre les civils est totalement incompatible avec la volonté de paix annoncée par Poutine. Comme l'a déclaré la Première Ministre danoise lundi, « [p]endant la journée, Poutine parle de négociations, et pendant la nuit, il bombarde l'Ukraine ».

Deuxièmement, en ce qui concerne les efforts en faveur d'un cessez-le-feu, nous avons vu la victime de l'agression, c'est-à-dire l'Ukraine, proposer à plusieurs reprises un cessez-le-feu global, immédiat et inconditionnel de 30 jours. De son côté, Poutine ne s'est pas engagé sérieusement dans des pourparlers. Cette stratégie est désormais bien connue. Lorsque la pression internationale s'accroît, Poutine propose un cessez-le-feu symbolique de quelques jours. Nous l'avons vu à l'occasion de Pâques ou du quatre-vingtième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe. Ses forces se livrent ensuite à des violations généralisées, ce qui montre qu'en réalité, ces promesses sont creuses. Hier encore, la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine a publié un rapport qui conclut que les forces armées russes avaient systématiquement commis des crimes contre l'humanité en chassant des civils à l'aide de drones télécommandés.

Au lieu de participer à des négociations de bonne foi, la Russie a simplement réitéré les mêmes exigences maximalistes, des exigences dont elle sait qu'elles mettront fin aux pourparlers avant même qu'ils ne commencent, en limitant le droit de l'Ukraine de se défendre, en violant l'intégrité territoriale et les frontières internationalement reconnues de ce pays, et en n'offrant aucune réparation pour les centaines de milliards de dollars de dommages que la Russie a infligés à l'Ukraine. On ne peut attendre de l'Ukraine qu'elle accepte des conditions qui équivalent à sa capitulation et à son assujettissement complets. Que les choses soient claires : ces exigences sont tout à fait inacceptables. Ce ne sont que des distractions, des écrans de fumée destinés à gagner du temps et à poursuivre le massacre.

Pour terminer, il est grand temps que la Russie s'assoie à la table des négociations et entame un dialogue sérieux. En guise de première étape, le Danemark demande un cessez-le-feu immédiat de 30 jours. Le Danemark restera aux côtés de l'Ukraine jusqu'à ce qu'une paix globale, juste et durable, conforme à la Charte des Nations Unies, soit instaurée.

L'Ukraine doit être libre de décider de son propre avenir. Il faut que des comptes soient rendus pour les souffrances terribles et généralisées infligées à sa population. Nous ne pouvons pas rester et nous ne resterons pas silencieux face aux souffrances et à l'escalade tragique de la situation.

M. Dharmadhikari (France) : Je voudrais tout d'abord remercier la Secrétaire générale adjointe, M^{me} Rosemary DiCarlo, ainsi que M^{me} Lisa Doughten, Directrice au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, pour leurs interventions.

Chaque jour, la Russie choisit de poursuivre son agression contre l'Ukraine. Aucun discours ne peut masquer cette évidence. Aucune excuse ne peut justifier ce constat. Chaque jour, les personnes qui meurent dans cette guerre sont les victimes d'un choix délibéré, renouvelé, injustifiable de Moscou.

Le cessez-le-feu en Ukraine est demandé par tous. Tous, sauf la Russie. Seule la Russie y fait obstacle. Il y a un mois, dans cette même salle, en présence du Ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Noël Barrot, tous les membres du Conseil de sécurité à l'exception de la Russie appelaient à mettre fin aux hostilités (voir S/PV.9908). L'Ukraine rappelait qu'elle s'était déclarée prête dès le 11 mars à accepter un cessez-le-feu immédiat, complet et inconditionnel.

Que s'est-il passé depuis ? L'Ukraine a réaffirmé qu'elle était prête à l'arrêt des combats. Elle l'a redit avec constance, jusqu'au plus haut niveau politique. Le Président Zelenskyy l'a réaffirmé à Kyïv, le 10 mai, avec les dirigeants de l'Allemagne, de la France, de la Pologne et du Royaume-Uni. Une fois encore, le Président russe a botté en touche. Une fois encore, il a refusé de cesser ses attaques. Pour détourner l'attention et prolonger volontairement le carnage, il a appelé à des négociations directes à Istanbul, auxquelles il ne s'est pas rendu. Le Président Zelenskyy, lui, l'attendait en Türkiye.

Personne ne l'ignore. Aux propositions de cessez-le-feu, la Russie n'a pas répondu par l'ouverture de réelles négociations de paix. La véritable réponse de la Russie, ce sont les frappes massives qu'elle a conduites sur tout le territoire ukrainien les 23, 24 et 25 mai, faisant plus de 15 morts et des centaines de blessés. La disproportion des moyens employés par la Russie parle d'elle-même. Motion de non-action à Istanbul : une délégation de moindre niveau, un nouveau refus du cessez-le-feu immédiat et inconditionnel et de vagues engagements à poursuivre les discussions. Et pendant ce temps en Ukraine, c'est un mépris affiché pour le sort des civils et la vie humaine. Ce sont des objectifs civils délibérément ciblés, en violation du droit international humanitaire. C'est un nombre record de missiles et de drones de combat. C'est une inflexibilité assumée du Kremlin sur ses objectifs, alors même que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité sont commis, tel que documenté par le récent rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine.

Arrêtons-nous un instant sur l'adjectif « inconditionnel », car il est essentiel que le Conseil en ait une définition commune. Que veut dire en effet « cessez-le-feu inconditionnel » ? Cela implique, comme s'y montre disposée l'Ukraine depuis le 11 mars, d'arrêter les combats immédiatement, et sans condition aucune. Ce n'est pas, comme l'entend la Russie, un arrêt éventuel des hostilités, à un horizon indéfini, qui soit tributaire de la conclusion d'un accord de paix qui n'est autre qu'une capitulation de l'agressé.

Que veut dire « débiter des pourparlers de paix inconditionnels » ? Cela signifie accepter de participer à des discussions qui ne sont soumises à aucune condition. C'est ce qu'a fait l'Ukraine à Istanbul le 16 mai, en acceptant des négociations directes avec la Russie, sans exiger un cessez-le-feu préalable. Et non, cela ne veut pas dire poser des conditions maximalistes. C'est pourtant cette dernière interprétation qu'a faite la Russie à Istanbul, le 16 mai, en exigeant de l'Ukraine qu'elle retire ses troupes des régions ukrainiennes de Donetsk, Luhansk, Zaporizhzhia et Kherson. Rappelons-le ici : le 12 octobre 2022, l'Assemblée générale des Nations Unies a condamné la tentative d'annexion illégale de ces territoires par la Russie (voir A/ES-11/PV.13 et A/ES-11/PV.14).

La France se tient prête, aux côtés de l'Ukraine et de ses partenaires, à entrer dans une logique vertueuse de discussion sur un plan de paix. La France se tient aux côtés du peuple ukrainien pour lui apporter l'aide humanitaire dont il a besoin. La Russie n'est pas crédible en prétendant négocier de bonne foi tout en intensifiant ses frappes contre le territoire ukrainien. C'est pourquoi le Conseil de sécurité doit exiger un cessez-le-feu complet, immédiat et sans condition. Non, la démilitarisation de l'Ukraine n'est pas une condition préalable ni un objectif des pourparlers de paix. L'agresseur ne peut exiger, avant de mettre fin à son agression, que l'agressé renonce à son droit à la légitime défense que lui confère la Charte des Nations Unies. Une paix juste, solide et durable, telle que demandée à de multiples reprises par l'Assemblée générale des Nations Unies, impliquera des garanties de sécurité robustes et crédibles pour l'Ukraine. L'Ukraine doit pouvoir choisir son avenir.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et la Directrice Doughten des exposés qu'elles nous ont présentés aujourd'hui.

Nous nous réunissons aujourd'hui pour discuter de la situation en Ukraine, alors que nous pleurons collectivement les vies perdues à la suite des récentes attaques de la Russie.

Ce week-end a été marqué, coup sur coup, par deux des plus importantes attaques aériennes de masse menées dans cette guerre. En trois jours, la Russie a lancé plus de 900 drones et missiles contre des villes ukrainiennes, des attaques qui auraient causé la mort de 30 personnes et en auraient blessé 150 autres. Et ces morts ne sont pas le fruit du hasard. Les missiles et les drones russes ont frappé des centres urbains importants et des régions densément peuplées.

Parmi les personnes tuées dans la nuit du 24 mai, il y avait trois enfants, plus précisément trois frères et sœurs : Stanislav, 8 ans, Tamara, 12 ans, et Roman, 17 ans. Chacun d'entre eux était sur le point d'entamer un nouveau chapitre de l'enfance ou de l'adolescence, voire d'entrer dans l'âge adulte, et tous ont été privés de leur vie bien trop tôt. De tels actes viennent nous rappeler de manière brutale qu'il est urgent de mettre un terme à cette guerre.

Les attaques de la Russie ne sont pas seulement soutenues, elles empirent. Comme l'a confirmé le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, rien qu'au cours des trois premiers mois de cette année, 2 641 victimes civiles ont été recensées, soit près de 900 de plus qu'au cours de la même période en 2024 et plus de 600 de plus qu'au début de l'année 2023.

L'augmentation du nombre de civils tués est un affront à nos valeurs communes de dignité humaine et de paix, des valeurs que le Président Poutine prétend partager mais qu'il continue de bafouer. Les priorités de Poutine sont mises en évidence par le moment choisi pour mener ces attaques : elles ont été lancées quelques jours après les pourparlers d'Istanbul, au cours desquels la Russie a refusé, une fois de plus, d'accepter un cessez-le-feu inconditionnel. Il avait une nouvelle occasion de progresser véritablement sur la voie de la paix, mais Poutine a choisi la guerre.

Alors que l'Ukraine est prête à instaurer un cessez-le-feu inconditionnel, la Russie poursuit son agression. Et une fois de plus, ce sont les civils innocents qui en paient le prix. Les agissements de la Russie en disent bien plus que ses discours. Nous appelons donc la Russie à se conformer au droit international, y compris à la Charte des Nations Unies, et à cesser de tuer des civils innocents. L'invasion implacable, par la Russie, de son voisin souverain ne fera que renforcer notre détermination à aider l'Ukraine à se défendre et à prendre les mesures nécessaires pour gripper la machine de guerre de Poutine. Nous travaillerons en collaboration avec les États-Unis, l'Ukraine et nos partenaires européens et internationaux jusqu'à ce qu'une paix juste et durable ne soit plus un objectif mais une réalité durable.

M. Žbogar (Slovénie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette séance, que la Slovénie a demandée avec d'autres membres européens du Conseil de sécurité. Je tiens également à remercier les intervenantes, la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et la Directrice Doughten.

Nous devons mettre fin aux combats en Ukraine, à la mort de civils, aux déplacements et aux déportations d'enfants et à la destruction d'écoles, d'hôpitaux et de maisons. Dans l'espoir d'une paix juste et durable en Ukraine, la Slovénie continue de soutenir les efforts diplomatiques en cours. Pendant ce temps, l'Ukraine et sa population subissent un déluge incessant d'attaques aériennes, comme vient de l'expliquer la Secrétaire générale adjointe DiCarlo. Le week-end dernier, la Russie a lancé une vague de frappes aériennes à grande échelle : des centaines de drones et de missiles se sont abattus sur des villes ukrainiennes lors de ces attaques nocturnes. Les frappes aériennes du 26 mai ont constitué la plus grande attaque aérienne depuis le début de la guerre. Je sais que d'autres collègues l'ont déjà dit, mais il me semble toujours important de répéter qu'il s'agissait de la plus grande attaque aérienne depuis le début de la guerre, qui n'avait manifestement pas d'autre but que d'entraîner la destruction d'infrastructures civiles et de semer la peur et la terreur parmi la population civile. Tout cela s'est passé juste avant que la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine ne conclue que les attaques de drones menées par les forces armées russes autour de Kherson l'année dernière constituent des faits de meurtre constitutifs de crimes contre l'humanité. La Slovénie condamne ces attaques avec la plus grande fermeté. Elles constituent une violation flagrante du droit international humanitaire. Elles semblent ne pas représenter autre chose qu'un grand pays, un agresseur, qui exhibe sa force devant son voisin plus petit. Il s'agit d'une démonstration de mauvaise foi alors que des efforts diplomatiques sont en cours.

Face à l'augmentation du nombre de morts et à l'aggravation des destructions, il est évident que la diplomatie est nécessaire. La Slovénie se félicite de tous les contacts entre l'Ukraine et la Russie, tels que les pourparlers de paix d'Istanbul tenus à la mi-mai. Nous saluons à cet égard l'accord sur l'échange de prisonniers de guerre. Nous soulignons toutefois que dans l'ensemble, les résultats obtenus sont décevants. La Russie affirme depuis très longtemps vouloir la paix, mais ses actes disent le contraire. Elle a torpillé tous les efforts visant à mettre fin aux combats. Elle n'a répondu aux efforts de l'Ukraine en faveur d'un cessez-le-feu permanent qu'en dictant des exigences et des conditions. Pour tout observateur, la situation est évidente : l'Ukraine est prête à faire taire les armes, et la Russie ne l'est pas.

Nous devons instaurer un cessez-le-feu durable et vérifiable qui ouvrira la voie à des négociations en faveur d'une paix durable en Ukraine. Dans cette optique, la Slovénie appelle la Russie à cesser d'hésiter et à accepter un cessez-le-feu permanent et inconditionnel. L'Ukraine et l'ensemble de l'Europe veulent la paix et en ont besoin ; pas la guerre, mais la paix. Elles aspirent à une paix durable, une paix juste et fermement ancrée dans la Charte des Nations Unies et les principes qui y sont inscrits. Nous avons le devoir de donner à l'Ukraine la possibilité d'y parvenir. Ce n'est qu'ainsi que les Ukrainiens et leur pays pourront commencer à guérir et à rêver d'un avenir meilleur.

M. Sangjin Kim (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et la Directrice Doughten de leurs exposés opportuns. Nous saluons la participation de la représentante de l'Ukraine à la présente séance.

Nous nous réunissons aujourd'hui à un moment critique porteur d'une promesse fragile et d'un danger alarmant. En effet, il y a deux semaines, au bout de presque trois ans, la Russie et l'Ukraine ont repris les négociations sur le cessez-le-feu, ce qui constitue une avancée importante que l'on doit en grande partie aux efforts de

médiation déterminés dirigés par les États-Unis. Plus particulièrement, les deux parties ont convenu d'échanger 1 000 prisonniers chacune, et cet échange a été mené à bien dimanche. Il s'agit de l'une des mesures humanitaires de plus grande envergure prises depuis le début de la guerre, qui a offert un profond réconfort à d'innombrables familles ayant subi une séparation prolongée. Nous espérons sincèrement que cette mesure ouvrira un passage, aussi étroit soit-il, jusqu'à l'instauration de la confiance entre les deux parties belligérantes. Toutefois, la voie menant à une paix globale et durable semble toujours lointaine. Comme les intervenantes l'ont déjà expliqué en détail aujourd'hui, quelques jours seulement après ces négociations, la Russie a lancé des centaines d'attaques de drones et de missiles soutenues et à grande échelle dans toute l'Ukraine, tuant et blessant des civils innocents et détruisant des maisons, des écoles et d'autres infrastructures. Soyons clairs, une fois de plus, sur la sinistre réalité que nous rappellent ces attaques injustifiables : les paroles ne suffiront pas à mettre fin à la guerre, seule l'action peut y parvenir. Nous réaffirmons que ces attaques massives et aveugles contre les civils et les infrastructures civiles constituent des violations flagrantes du droit international humanitaire.

L'Ukraine a déjà déclaré qu'elle acceptait un cessez-le-feu total et immédiat. Il incombe maintenant à la Russie de montrer sa sincérité et sa volonté politique, pas simplement par des paroles mais par des mesures concrètes. En réalité, les négociations ne pourront se dérouler de bonne foi tant que des missiles et des drones continueront de bombarder les villes ukrainiennes. Des cessez-le-feu partiels ou éphémères, limités dans le temps, ne suffiront pas. L'important est maintenant de parvenir à une cessation complète et immédiate des hostilités. C'est la seule façon de protéger les civils et d'ouvrir la voie à une diplomatie durable. Nous ne pouvons plus nous permettre d'attendre.

Comme nous l'avons toujours souligné, la guerre en Ukraine n'est pas un conflit lointain ou sans intérêt pour la République de Corée. Le transfert d'armes à grande échelle et le déploiement de 15 000 soldats nord-coréens constituent des violations flagrantes de multiples résolutions et de la Charte des Nations Unies. Non seulement cette collusion entre la Russie et la Corée du Nord porte gravement atteinte au droit international et aux normes mondiales, mais elle détériore également le régime mondial de non-prolifération et menace directement la vie et la sécurité de personnes innocentes en Ukraine et dans la péninsule coréenne. Malheureusement, il n'est plus surprenant que des missiles balistiques nord-coréens soient utilisés pour tuer et blesser des civils en Ukraine. En outre, l'aide militaire potentielle fournie par la Russie à la Corée du Nord et l'expérience de combat acquise par les troupes nord-coréennes font peser une menace toujours plus grave sur le peuple de la République de Corée. La coopération militaire illégale entre la Russie et la Corée du Nord, en violation flagrante de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité, doit donc cesser immédiatement.

Nous exhortons tous les membres du Conseil à s'exprimer d'une seule voix pour exiger une cessation immédiate et totale des hostilités et pour souligner que les négociations doivent se dérouler dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international. Plus cette guerre se prolonge, plus il sera difficile de réparer les dégâts infligés aux vies humaines, aux moyens de subsistance et à la paix internationale.

À cet égard, nous implorons la communauté internationale d'entretenir l'élan requis pour inciter à mettre fin à cette guerre insensée, en veillant à ce que, à terme, un cessez-le-feu et la paix prévalent.

M. Jadoon (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs exposés éclairants la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et M^{me} Lisa Doughten.

Le Pakistan reste vivement préoccupé par les conséquences humanitaires et sécuritaires dévastatrices du conflit ukrainien, qui fait rage depuis plus de quatre ans.

Malgré la dynamique prometteuse générée par des initiatives diplomatiques, comme la résolution 2774 (2025), les accords de cessez-le-feu et les négociations facilitées par les États-Unis, l'Arabie saoudite et la Türkiye, nous nous alarmons des dernières informations qui signalent une intensification des hostilités. Cette escalade, marquée par une augmentation des attaques contre les civils et les infrastructures civiles, compromet les fragiles avancées obtenues grâce à une méticuleuse diplomatie.

Dans ce contexte, je voudrais faire les trois observations suivantes.

Premièrement, la protection des civils et des infrastructures civiles est une obligation fondamentale en vertu du droit international, droit international humanitaire compris. Le Pakistan déplore que les civils et les infrastructures civiles soient pris pour cible sous quelque prétexte que ce soit. Toutes les parties au conflit doivent respecter ces principes sans exception.

Deuxièmement, ce conflit ne pourra pas être réglé par des moyens militaires. Plus les hostilités se prolongent, plus les souffrances des civils s'aggravent et plus les parties s'éloignent d'un règlement négocié. Le Pakistan se redit foncièrement convaincu que seuls le dialogue et la diplomatie peuvent aboutir à une paix durable.

Troisièmement, les fondements fragiles de la paix posés grâce aux récents efforts diplomatiques doivent être consolidés. Nous saluons les pourparlers directs entre la Fédération de Russie et l'Ukraine, notamment les accords sur les échanges de prisonniers, qui sont un pas dans la bonne direction. Toutefois, ces efforts sont éclipsés par la détérioration des conditions sur le terrain. Il ne faut pas privilégier l'escalade au détriment des voies diplomatiques. Au contraire, les parties doivent persister dans leur attachement au dialogue, en s'appuyant sur les cadres existants pour obtenir un cessez-le-feu durable qui mènera à une solution pérenne. Dans ce contexte, nous notons que la Russie a proposé d'organiser un deuxième cycle de négociations directes à Istanbul, et nous espérons que les deux parties pourront continuer d'avancer vers la fin de ce conflit prolongé.

La position du Pakistan sur le conflit en Ukraine a toujours été claire et cohérente. Dès le début, nous avons plaidé pour une désescalade immédiate afin d'éviter de nouvelles pertes en vies humaines ; exhorté toutes les parties à mener des négociations sérieuses, qui répondent à leurs préoccupations réciproques en matière de sécurité, dans le cadre de la Charte des Nations Unies ; et appuyé une diplomatie constructive et inclusive, associant les principaux acteurs régionaux et internationaux, qui balise la voie vers une paix juste et durable.

Pour terminer, le Pakistan redit son ferme soutien à un règlement pacifique de ce conflit. À défaut, il persistera sans la moindre perspective de fin, ce qui ne sert les intérêts de personne. Le Pakistan est prêt à accompagner tous les efforts propices à un règlement pacifique qui soit ancré dans les principes énoncés dans la Charte, le droit international et les accords multilatéraux pertinents, et qui tienne compte des intérêts de sécurité nationale légitimes de toutes les parties.

M. Kelley (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé et la Directrice Doughten de son intervention.

Plus de trois mois se sont écoulés depuis que le Conseil a adopté une résolution historique demandant instamment une fin rapide du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Depuis cette adoption, les États-Unis œuvrent sans relâche auprès des deux parties pour trouver un chemin vers la paix. Nous voulons que cette guerre prenne fin. En guise de première étape sur la voie de la paix, les États-Unis ont proposé un cessez-le-feu immédiat, inconditionnel et global. L'Ukraine l'a accepté sans équivoque, sous réserve que la Russie l'accepte elle aussi. Depuis, nous exhortons la Russie à accepter un cessez-le-feu.

Pour donner suite à l'appel du 21 mai entre le Président Trump et le Président russe, M. Poutine, la Fédération de Russie doit fournir une lettre d'intention décrivant dans les grandes lignes sa vision d'un cessez-le-feu. Nous jugerons si la Russie cherche sérieusement à mettre fin à cette guerre en fonction du contenu de cette lettre, mais surtout à l'aune de ses actions.

Dans ce contexte, nous condamnons la décision de la Russie, le week-end dernier, de mener contre l'Ukraine des frappes de missiles et de drones parmi les plus massives depuis le début de la guerre. Ce mépris de la vie humaine ne témoigne pas d'un désir de paix. Il doit cesser.

En revanche, l'échange de 1 000 prisonniers convenu récemment entre la Russie et l'Ukraine donne un aperçu de ce qu'il est possible de réaliser. Si la Russie et l'Ukraine recherchent réellement la paix, les États-Unis travailleront avec les deux parties, avec les partenaires européens et avec l'ONU pour aider à atteindre cet objectif, en commençant par un cessez-le-feu digne de ce nom. Mais nous insistons sur un point : les discussions de paix doivent être menées en toute bonne foi par les deux parties.

Si la Russie décide, à mauvais escient, de poursuivre cette guerre catastrophique, les États-Unis seront contraints d'envisager de renoncer à leurs efforts de négociation pour mettre fin à ce conflit. Soyons clairs, nous n'en abandonnerons pas pour autant nos principes ou nos amis, mais nous prendrons acte du refus de la Russie de collaborer avec nous pour obtenir l'issue souhaitable.

Le Président Trump l'a dit sans détour, nous voulons travailler avec la Russie, y compris sur cette initiative de paix et sur un ensemble de mesures économiques. Il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. L'accord proposé actuellement représente la meilleure issue possible pour la Russie. Le Président Poutine devrait l'accepter. L'autre possibilité, c'est-à-dire continuer cette guerre, ne serait dans l'intérêt de personne, et cela inclut la Russie. Cela ne ferait que continuer de nuire à l'économie, aux ressources militaires, à la sécurité nationale et à la réputation internationale de la Russie.

De nouvelles sanctions contre la Russie sont toujours envisagées. Le Président Trump a souligné dès le début que cette guerre était une erreur stratégique et qu'elle n'aurait jamais dû avoir lieu ; le temps ne joue pas en faveur de la partie qui déciderait de la prolonger.

Nous appelons la Russie et l'Ukraine à prendre la décision difficile mais historique de rechercher la paix. En définitive, c'est à elles qu'il incombe de mettre fin à cette guerre. Si un camp ne peut ou ne veut pas le faire, il devra en assumer les conséquences.

M. Koudri (Algérie) (*parle en arabe*) : Avant tout, je remercie M^{me} Rosemary DiCarlo et M^{me} Lisa Doughten de leurs exposés très utiles.

Certains signes de désescalade sont apparus en Ukraine ces derniers jours, grâce aux négociations directes – les premières en plus de trois ans – menées entre la Russie et l'Ukraine pour parvenir à un cessez-le-feu et à une solution pacifique qui fasse cesser la guerre entre les parties. Il est toutefois regrettable que les hostilités récentes se soient une fois de plus soldées par des affrontements. Les opérations militaires en cours entre les parties représentent toujours une menace multiple : pour la vie des civils, notamment les femmes, les enfants et les personnes âgées, et pour les infrastructures sociales et les installations vitales. Elles compromettent tout effort diplomatique visant à mettre fin à cette guerre prolongée. À cet égard, nous réaffirmons notre condamnation totale des attaques contre les civils et les infrastructures civiles. Il s'agit d'une violation flagrante du droit international et du droit international humanitaire.

L'Algérie a toujours exprimé sa préoccupation face à l'escalade militaire entre les parties, qui ne fait qu'accroître le nombre de victimes innocentes, menaçant la sûreté et la sécurité des civils et détruisant des infrastructures critiques telles que des établissements de santé, des écoles et des installations énergétiques, sans parler de ses graves conséquences sur les systèmes alimentaires et énergétiques. Elle continue d'avoir des répercussions sur les pays du monde entier, en particulier les pays en développement.

Compte tenu de l'évolution de la situation, l'Algérie appelle de nouveau les deux parties à s'abstenir de toute escalade et confrontation militaire, à mettre fin aux souffrances humaines et à respecter pleinement les dispositions du droit international humanitaire, qui confie la responsabilité de la protection des civils aux parties au conflit.

L'Algérie renouvelle également son appel aux parties pour qu'elles privilégient des consultations et un dialogue constructifs en s'employant avant tout à faire avancer les négociations et à améliorer les chances de parvenir à un consensus, tout en surmontant et en éliminant les obstacles qui entravent ce processus.

Par ailleurs, l'Algérie exhorte toutes les parties à éviter la polarisation, qui ne fera qu'accentuer les divisions et saper les efforts de médiation, et à adopter plutôt des approches visant à promouvoir un dialogue inclusif et constructif afin d'éviter de revenir à la logique de l'escalade et d'alimenter les divergences entre les deux parties.

À cet égard, l'Algérie se félicite des différents efforts déployés actuellement pour faciliter le dialogue entre les deux parties et rapprocher leurs points de vue divergents, à l'image de la récente rencontre directe qui a réuni les deux parties à Istanbul, en Türkiye.

Nous saluons également l'accord sur l'échange de prisonniers de guerre, conclu au cours de la même réunion, qui constitue une étape importante et un exemple concret des avantages d'un dialogue constructif, y compris la capacité de parvenir à une compréhension mutuelle et à un consensus entre les deux parties.

Pour terminer, l'Algérie réaffirme sa volonté de soutenir tous les efforts internationaux visant à trouver une solution pacifique, juste, durable et mutuellement satisfaisante, qui soit fondée sur les buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et qui tienne compte des préoccupations légitimes des deux parties en matière de sécurité.

M. Ibrahim (Somalie) (*parle en anglais*) : Ma délégation remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et la Directrice Doughten de leurs exposés.

La situation actuelle nous rappelle l'instabilité qui règne dans la région et les lourdes conséquences pour les populations et les infrastructures civiles.

Les récentes attaques soulignent l'urgence de redoubler d'efforts pour apaiser les tensions et éviter une nouvelle escalade.

Nous prenons note de la prochaine réunion entre les représentants de la Russie et de l'Ukraine, prévue lundi prochain à Istanbul, en Türkiye. Cette initiative représente une occasion importante de faire progresser le dialogue et de créer une dynamique propice à un règlement pacifique.

Ma délégation se félicite de tout échange constructif visant à favoriser la compréhension mutuelle et à faciliter les négociations de fond. Dans ce contexte, nous appelons toutes les parties à instaurer un cessez-le-feu immédiat et complet et nous les incitons à faire preuve de retenue afin d'éviter toute nouvelle dégradation de la situation.

Seuls une véritable volonté diplomatique, des canaux de communication ouverts et le respect des principes consacrés par le droit international permettront d'instaurer une paix durable en Ukraine.

Une collaboration constructive demeure indispensable. Ce n'est qu'au prix d'efforts diplomatiques soutenus et d'une volonté de compromis qu'une paix durable et juste pourra être instaurée.

Pour terminer, ma délégation renouvelle son appel à une désescalade globale, à des échanges diplomatiques renouvelés et à la poursuite d'une paix négociée et durable en Ukraine. Nous sommes prêts à appuyer tous les efforts qui nous rapprochent de cet objectif commun.

M. Geng Shuang (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et la Directrice Doughten de leurs exposés.

Récemment, la Russie et l'Ukraine ont pris part à des négociations directes à Istanbul, en Türkiye, et sont parvenues à un consensus sur un échange de prisonniers. Cet échange de prisonniers s'est déroulé sans heurts, et la Russie et l'Ukraine tiendront bientôt un deuxième cycle de négociations directes. La Chine se félicite de cette évolution positive et soutient tous les efforts en faveur de la paix. Dans le même temps, les deux parties au conflit continuent de mener des attaques de drones et de missiles à grande échelle. Les combats ne montrent aucun signe d'apaisement et le nombre de victimes civiles ne cesse d'augmenter. C'est déchirant et profondément troublant. Cela montre clairement que la crise ukrainienne implique des dynamiques et des problèmes complexes et qu'elle ne peut pas être réglée du jour au lendemain. À cet égard, j'aimerais aborder trois points.

Premièrement, les parties au conflit doivent faire preuve de volonté politique, maintenir la dynamique des pourparlers de paix, s'attaquer aux causes profondes de la crise par le dialogue et la consultation, et parvenir à un accord de paix équitable, durable et contraignant, acceptable pour toutes les parties concernées, afin de parvenir, à terme, à un règlement politique.

Deuxièmement, les parties au conflit doivent respecter scrupuleusement le droit international humanitaire et s'abstenir en toutes circonstances d'attaquer les civils et les infrastructures civiles. Les deux parties doivent déployer des efforts concertés et prendre des mesures énergiques pour désamorcer la situation sur le champ de bataille.

Troisièmement, la communauté internationale, en particulier les principales parties prenantes, doit multiplier les appels raisonnables à un cessez-le-feu et à l'arrêt des combats, promouvoir les pourparlers de paix, créer un environnement propice et des conditions favorables, et fournir l'assistance nécessaire pour faciliter une solution politique à la crise.

La position de la Chine sur la question ukrainienne est constante et claire. Depuis le début de la crise, nous appelons au dialogue, à la négociation et à un règlement politique, guidés par les quatre principes proposés par le Président Xi Jinping : la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays doivent être respectées, les buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies doivent être honorés, les préoccupations légitimes de tous les pays en matière de sécurité doivent être prises au sérieux et tous les efforts en faveur de la paix doivent être soutenus. La Chine maintient le contact avec la Russie et l'Ukraine, et œuvre sans relâche pour promouvoir les pourparlers de paix. La Chine, avec le Brésil et d'autres pays du monde du Sud, a lancé le Groupe des Amis de la paix sur la crise ukrainienne, qui vise à bâtir un consensus international et à promouvoir les efforts de paix pour faciliter une solution politique à la crise. Le 13 mai, la Chine et le Brésil ont publié une déclaration commune sur la crise ukrainienne, soutenant un dialogue direct entre la Russie

et l'Ukraine, et formulant le vœu que des négociations fructueuses entre les parties concernées permettent de dégager un consensus plus large et de parvenir à un règlement politique. Aux côtés du monde du Sud et de la communauté internationale dans son ensemble, la Chine continuera de jouer un rôle constructif dans l'instauration d'une paix véritable.

M. Alfaro de Alba (Panama) (*parle en espagnol*) : Le Panama juge opportune la convocation de cette séance compte tenu de l'évolution actuelle du conflit en Ukraine. Nous remercions M^{me} Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, et M^{me} Lisa Doughten, Directrice de la Division du financement et des partenariats du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, de leurs précieuses contributions. Nous saluons la participation à la présente séance des représentantes et représentants des délégations ukrainienne, tchèque, estonienne, polonaise et islandaise et de la Délégation de l'Union européenne.

Le Panama réaffirme sa consternation face à la guerre qui se prolonge en Ukraine et qui continue de causer des pertes en vies humaines, de faire de nombreux blessés et d'entraîner un grand nombre de déplacements. Comme nous l'avons déclaré en lien avec ce conflit et avec d'autres, nous condamnons les attaques incessantes contre la population civile et appelons de toute urgence au respect du droit international humanitaire.

À cet égard, nous déplorons les récentes attaques qui, selon les informations disponibles, ont été menées contre des civils et des infrastructures civiles à Kyïv et dans d'autres régions par les forces russes à l'aide de missiles et de drones au cours de trois nuits consécutives, les 24, 25 et 26 mai. Selon le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, ces attaques ont causé la mort de 14 civils, dont trois enfants, et fait quelque 88 blessés, dont 11 enfants. Une génération d'enfants est déjà marquée par le son des sirènes d'alerte aérienne et par la perte d'êtres chers, et il s'agit là d'un échec collectif de l'humanité.

De même, au cours du week-end dernier, les forces armées ukrainiennes ont lancé de nombreux drones de longue portée contre la Fédération de Russie, blessant, selon les autorités russes, au moins 11 civils.

Le Panama appelle une nouvelle fois à une cessation immédiate des hostilités, au respect sans restriction de la vie, de la sécurité et de la dignité de la population civile, ainsi qu'au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Renâcler à un cessez-le-feu entraîne des souffrances pour les civils, à la merci d'attaques ininterrompues, ainsi qu'une augmentation du nombre de déplacés, qui, selon les chiffres du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, avait dépassé 3,6 millions au début de l'année.

Les efforts politiques et diplomatiques ont favorisé l'échange de prisonniers et l'ouverture de pourparlers en vue d'un processus de paix. Par conséquent, il est indispensable de poursuivre les efforts diplomatiques et d'instaurer un climat de confiance et de dialogue permanent, en s'abstenant de toute action susceptible de prolonger l'escalade du conflit et de compromettre la possibilité d'un règlement politique.

Dans le même ordre d'idées, la capacité de négocier pour trouver un terrain d'entente, comme l'a démontré le récent rapatriement de prisonniers de guerre, est une pratique qui doit se poursuivre, toujours dans le respect des principes du droit international humanitaire.

Les conséquences du conflit touchent également les chaînes d'approvisionnement et l'économie mondiale, exacerbant les nombreuses crises auxquelles sont confrontés les pays en développement. Par conséquent, la communauté internationale doit contribuer à toutes les initiatives en faveur du règlement pacifique du conflit.

Le Panama encourage les parties à recourir au dialogue et à la diplomatie, seule voie possible vers la conception et la promotion d'une paix juste et durable en Ukraine, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et du droit international.

M. Totangi (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour de leurs exposés la Secrétaire générale adjointe, M^{me} DiCarlo, et la Directrice Doughten. Nous saluons la participation de la représentante de l'Ukraine à la présente séance.

Alors que le conflit en Ukraine dure à présent depuis plus de 1 190 jours, il est essentiel que le Conseil de sécurité continue de participer activement aux efforts visant à tracer une voie vers la paix et à mettre un terme au conflit, qui continue de faire des victimes innocentes et de causer des dégâts considérables.

Ces derniers jours, les attaques contre des zones fortement peuplées partout en Ukraine ont fait au moins 13 morts et 65 blessés parmi les civils, dont des femmes et des enfants. Plusieurs régions d'Ukraine restent particulièrement touchées, et selon certaines informations, entre le 24 et le 28 mai, les attaques les plus intenses depuis 2022 auraient été commises.

Les attaques de drones visant des zones de la Russie, y compris Moscou, sont également le signe d'une escalade alarmante. L'emploi sans discrimination, de part et d'autre, de missiles à longue portée et de drones souligne une évolution inquiétante, contraire aux principes du droit international humanitaire et à l'impératif de protection des vies civiles.

La Sierra Leone demeure profondément préoccupée par l'escalade continue des attaques de représailles, alors même que des efforts diplomatiques sont en cours pour obtenir un cessez-le-feu. Après plus de trois ans de conflit ouvert, il apparaît de plus en plus clairement qu'une solution militaire est irréalisable. Seuls un cessez-le-feu négocié et un accord de paix global, prenant en compte les préoccupations légitimes de toutes les parties, ouvriront la voie à une paix durable.

Les conséquences humanitaires du conflit sont désastreuses. Selon une estimation prudente, le nombre de victimes depuis février 2022 s'élève à environ 45 001, dont plus de 13 134 morts. Les enfants restent touchés de manière disproportionnée, plus de 220 d'entre eux ayant été tués ou blessés entre janvier et avril de cette année, tandis que de nombreux autres souffrent de traumatismes mentaux et psychologiques en raison de la menace persistante de la violence et de la perturbation des services essentiels, notamment l'éducation.

Nous appelons une nouvelle fois au retour des enfants ukrainiens qui ont été enlevés ou séparés par la force de leurs familles. Nous prenons également note de la récente déclaration d'ONU-Femmes sur les effets disproportionnés du conflit sur la vie et les moyens de subsistance des femmes, et nous soulignons la nécessité d'une participation pleine et effective des femmes aux négociations de paix et aux processus de relèvement de part et d'autre.

Environ 12,7 millions de personnes en Ukraine ont besoin d'une aide humanitaire vitale cette année. Nous saluons le courage et le dévouement des travailleurs humanitaires qui poursuivent leurs efforts malgré les risques constants. La Sierra Leone déplore le fait que deux travailleurs humanitaires ont été tués et 16 autres blessés au cours des mois de mars et d'avril. La protection des civils, y compris du personnel humanitaire, doit rester une obligation centrale conformément au droit international humanitaire et aux principes fondamentaux de la dignité humaine.

La destruction généralisée d'infrastructures critiques, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau, de l'énergie et du gaz, exacerbe une crise humanitaire déjà désastreuse. La Banque mondiale a estimé les dégâts de cette année à environ 176 milliards de dollars, et la reconstruction et le relèvement à long

terme à environ 525 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie. À cet égard, nous souscrivons à l'appel en faveur d'un appui durable et accru au plan de réponse humanitaire pour l'Ukraine et au Fonds humanitaire pour l'Ukraine, notant avec préoccupation que les récents déficits de financement ont conduit à la suspension ou à la réduction de l'aide humanitaire essentielle.

Compte tenu des conséquences durables et profondes du conflit, la Sierra Leone demande instamment à toutes les parties de s'engager à nouveau en faveur d'un cessez-le-feu et de négociations de paix dignes de ce nom. Nous saluons les efforts des États-Unis, des dirigeants européens et des acteurs régionaux qui continuent de faciliter le dialogue en vue d'une désescalade. Nous prenons également note des évolutions positives, notamment l'échange récent d'environ 1 000 prisonniers de guerre et détenus civils des deux parties, qui constitue une mesure de confiance importante.

À ce stade critique, nous appelons les deux parties à donner la priorité à la paix et au bien-être de leurs populations et à s'engager dans un dialogue direct et de haut niveau. En outre, nous appelons instamment à une désescalade des activités militaires, notamment la mobilisation de soldats le long des régions frontalières.

Pour terminer, je voudrais dire que le Conseil doit continuer à appuyer les parties en vue d'un cessez-le-feu global et d'une paix stable, notamment dans des régions telles que la mer Noire, qui est vitale pour le commerce mondial. Nos efforts doivent rester guidés par les principes consacrés par la Charte des Nations Unies et le droit international.

La Sierra Leone appelle une nouvelle fois les parties à se conformer pleinement au droit international, en particulier au droit international humanitaire, à protéger les civils et les infrastructures civiles, à faciliter un accès humanitaire sans entrave et à reprendre leurs échanges diplomatiques en vue d'une paix juste et durable.

M^{me} Benn (Guyana) (*parle en anglais*) : Je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et la Directrice de la Division du financement et des partenariats du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M^{me} Lisa Doughten, de leurs mises à jour, et je salue la participation, à la présente séance, des représentantes et représentants de l'Ukraine, de la Tchéquie, de l'Estonie, de la Pologne et de l'Islande, ainsi que de l'observateur de l'Union européenne.

Le Conseil de sécurité sait que, chaque mois, avec la régularité d'un métronome, nous nous réunissons pour discuter de la situation en Ukraine, et certains mois, nous le faisons même jusqu'à quatre fois. De même, nous nous sommes habitués à ce que les séances se terminent sans que nous parvenions à une solution ou que nous nous en rapprochions. Pourtant, chaque fois que nous nous réunissons, nous sommes informés de l'aggravation de la situation, tandis que des vies et des moyens de subsistance continuent d'être détruits. Il est temps de briser ce cycle et de réaliser des progrès pour mettre fin à la guerre. Les exposés illustrent de manière très brutale la situation humanitaire désastreuse qui règne en Ukraine, une situation qui s'est tragiquement aggravée ces dernières semaines à la suite de frappes de drones et de missiles. Les frappes aériennes de ce week-end ont apparemment été les plus importantes jamais observées depuis le début de la guerre et elles auraient coûté la vie à plusieurs civils, dont des enfants. Elles ont eu lieu à un moment où des efforts considérables sont déployés pour parvenir à un cessez-le-feu. Nous sommes profondément déçus par les revers essayés sur la voie d'un cessez-le-feu durable et nous nous félicitons de l'annonce récente d'une réunion de suivi entre les deux parties. Nous avons pris acte avec satisfaction de la première réunion tenue à Istanbul, le 16 mai, entre des responsables russes et ukrainiens, qui a débouché sur l'échange de 1 000 prisonniers de part et d'autre. Nous saluons ces efforts qui, nous l'espérons, aboutiront à un cessez-le-feu et apporteront aux peuples russe et ukrainien le répit dont ils ont tant besoin.

En ce qui concerne la situation humanitaire, le Guyana déplore que des civils continuent d'être tués ou mutilés et demande qu'il soit mis fin immédiatement aux attaques aveugles. Le droit international humanitaire est clair : les parties à un conflit doivent prendre toutes les précautions possibles pour réduire au minimum les dommages causés aux civils. Le Guyana continue de souligner que de telles violations du droit international ont des conséquences qui ne se limitent pas aux frontières et qu'elles ne peuvent être laissées sans réponse. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises au sujet des attaques généralisées et systématiques menées en Ukraine. On nous parle à présent de l'utilisation de drones équipés de caméras embarquées qui se concentrent sur des cibles visiblement civiles. Le Guyana demande qu'il soit mis fin à cette violence insensée et que les auteurs de violations du droit international humanitaire répondent pleinement de leurs actes. Nous réaffirmons également que, pour instaurer un cessez-le-feu permanent dans le contexte actuel, il est indispensable de parvenir à un accord sur la cessation immédiate des hostilités, l'accès humanitaire sans entrave, y compris aux territoires temporairement occupés, et la fourniture des garanties de sécurité nécessaires, entre autres.

À ce stade critique, nous exhortons les parties à ne pas relâcher leur attention et à éviter tout faux pas susceptible de condamner des millions de citoyens ukrainiens et russes à subir encore plus de bombardements et de déplacements. Nous continuons d'appuyer tous les efforts visant à réunir les parties autour d'une table et à instaurer un cessez-le-feu durable et viable. Nous exhortons le Conseil à œuvrer dans un esprit constructif à la réalisation de cet objectif. Après trois ans, tout le monde devrait avoir compris qu'il n'y a pas de solution militaire à cette guerre et que personne n'en sortira vainqueur.

Enfin, nous devons tous et toutes assumer notre responsabilité et, en tant que gardiens de la paix et défenseurs de la Charte des Nations Unies, œuvrer de concert pour garantir la protection des civils, où qu'ils se trouvent.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous tenons à réaffirmer notre désaccord fondamental concernant la décision de la présidence d'inviter des délégations à participer à la présente séance au titre des articles 37 et 39. Outre l'Ukraine, cinq autres délégations ont été invitées, toutes membres ou alliées de l'OTAN et de l'Union européenne. À chaque fois, ces délégations font perdre au Conseil au moins une demi-heure de son temps précieux — ce qui est aussi littéralement très coûteux au vu du déficit budgétaire dont souffre l'ONU — pour se contenter de lire les mêmes discours, qui n'ont aucune valeur ajoutée et sont pratiquement identiques à ceux de l'observateur de l'Union européenne. Il s'agit là d'une situation inacceptable, dont la responsabilité incombe entièrement à la présidence. Il est évident que, lorsqu'ils occupent la présidence du Conseil de sécurité, les pays européens sont tout simplement incapables de faire passer le devoir d'impartialité de la présidence avant la solidarité de bloc. Cela sape la crédibilité du Conseil et dévalorise ses débats.

Cependant, nous espérons que les délégations européennes, en particulier celles qui ont largement contribué à inonder d'armes le régime de Kiev, demanderont à prendre la parole demain au Conseil de sécurité, à la séance d'information que nous avons demandée pour discuter des tentatives européennes d'entraver le processus de paix concernant l'Ukraine. Nous avons de nombreuses questions à leur poser et nous attendons des réponses. Toutefois, nous doutons fortement que les Européens trouvent le courage de venir fournir ces réponses, car ils devront le faire non pas dans le cadre d'une réunion entre amis, bien planifiée, entre l'Union européenne et l'OTAN, où ils se sentent à l'aise et agissent selon les notes convenues à Bruxelles, mais plutôt dans le cadre d'un débat interactif mené sous le regard de l'ensemble de la communauté mondiale, comme devrait l'être en principe toute discussion au sein

du Conseil de sécurité. Nos anciens partenaires européens, qui ont depuis longtemps perdu leur souveraineté stratégique, en sont tout simplement incapables.

Le scénario de la présente séance est tout à fait clair et prévisible : à l'instar des initiatives similaires prises précédemment par nos collègues occidentaux et, plus récemment, européens, cette séance n'est pas destinée à régler les problèmes ou à nous rapprocher d'un règlement pacifique de la crise ukrainienne. L'objectif est plutôt d'empêcher que l'image d'une Ukraine censément libre et démocratique, victime de la prétendue « agression russe », ne soit définitivement détruite. Les parrains européens du régime de Kiev tentent de maintenir cette image à flot depuis plusieurs années déjà, puisqu'ils ont commencé à la façonner bien avant que la Russie n'entame son opération militaire spéciale en Ukraine. Il devient de plus en plus difficile pour Londres, Paris, Berlin et leurs satellites de gonfler cette « baudruche » de propagande, car il est désormais très clair que le régime en place en Ukraine n'est rien d'autre qu'une dictature et que le petit prince de Kiev, dont le règne a expiré, ne reculera devant rien pour conserver le pouvoir qu'il perdrait si la paix devait triompher. Ce qu'il craint le plus, ce sont les élections, durant lesquelles lui et ses acolytes devront répondre de leurs promesses non tenues concernant la paix avec la Russie, la protection des droits des Ukrainiens russophones et le respect des droits et libertés de chacun dans le pays qu'il a lui-même transformé en camp de concentration et en abattoir.

En outre, tant que le spectre de la « menace russe » continue de planer, la clique de Zelenskyy n'a pas à rendre de comptes concernant les fonds budgétaires détournés et l'aide occidentale, principalement fournie par les États-Unis, qui se chiffre déjà en dizaines, voire en centaines de milliards de dollars. C'est également quelque chose que ses complices en Europe et au sein de l'Administration Biden, qui ont aussi largement profité du conflit ukrainien, ne souhaitent pas le moins du monde. Par conséquent, l'objectif principal de cette poignée de militaristes est de faire durer la guerre le plus longtemps possible et d'empêcher la principale partie prenante, à savoir les États-Unis, de se retirer du projet géopolitique pro-Ukraine/anti-Russie. Mais ce n'est pas si facile, car la nouvelle Administration des États-Unis a ouvert les yeux ces derniers mois concernant le vrai visage du régime de Zelenskyy et les causes profondes du conflit ukrainien. La seule chose que ces bellicistes peuvent faire est de recourir à toutes sortes de provocations et de répandre des mensonges sur la Russie, ses actions et ses projets.

Aujourd'hui encore, dans cette salle, on tente de nous faire croire que la Russie bombarde délibérément les quartiers résidentiels des villes ukrainiennes. Comme preuve, on nous présente les conséquences des opérations de la défense antiaérienne ukrainienne, déployée à proximité des habitations et des infrastructures sociales, en violation des normes fondamentales du droit international humanitaire. En revanche, ce qui est passé sous silence, c'est le fait que nos frappes visent exclusivement des objets liés au complexe militaro-industriel ukrainien, qui sont détruits et mis hors service avec succès. Rien qu'au cours des derniers jours, nous avons touché des dépôts de munitions et de matériel militaire dans la région de Dniepropetrovsk, un site de déploiement temporaire et une installation de stockage d'armes d'artillerie et de roquettes d'une brigade mécanisée des Forces armées ukrainiennes dans la région de Soumy, ainsi que des sites d'hébergement temporaire de mercenaires étrangers près de la ville de Svyatogorsk, dans la République populaire de Donetsk, et dans la région de Kharkov. Une autre frappe a touché une usine de l'industrie de défense ukrainienne, à savoir l'usine chimique de Pavlograd, dans la région de Dniepropetrovsk, et deux lanceurs de missiles antiaériens Patriot ont été détruits. Des roquettes ont été tirées sur une zone de déchargement et de stockage de matériel militaire et de munitions dans le port d'Odessa. Cette opération a entraîné la destruction d'une centaine de conteneurs remplis de composants importants de navires sans équipage et de drones, et de munitions.

Un autre fait qui est passé sous silence est que la Russie ne fait ce que je viens de mentionner qu'en réponse au bombardement massif et ciblé de villes russes pacifiques par le régime de Kiev. Malgré le cessez-le-feu de 72 heures déclaré par la Russie à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la victoire sur le fascisme, nous avons enregistré plus de 14 000 violations entre le 8 et le 11 mai, dont plus de 4 000 attaques à l'aide de canons, de chars et de mortiers ; 62 attaques à l'aide de lance-roquettes multiples ; et 9 900 frappes et tirs de munitions à l'aide de drones aériens. Nous avons également recensé cinq tentatives de franchir la frontière de l'État russe dans les régions de Belgorod et de Koursk, ainsi que 37 attaques menées par les forces armées ukrainiennes.

Au cours de ces trois jours d'agression, six civils russes ont été tués par les bandéristes et au moins 17 ont été blessés. Ce qui est révélateur, c'est que les bombardements les plus lourds menés à l'aide de drones contre des biens de caractère civil dans un certain nombre de villes russes situées loin de la ligne de front, y compris Moscou, ont été déclenchés par le régime de Kiev juste après que nous avons constaté des progrès naissants sur la voie de la paix. Plus précisément, ces attaques se sont produites après la reprise des pourparlers directs entre la Russie et l'Ukraine à Istanbul en vue de mettre un terme au conflit.

De 20 heures le 20 mai à 8 heures le 27 mai, nous avons intercepté et détruit 2 331 aéronefs sans pilote lancés depuis l'Ukraine, dont 1 465 en dehors de la zone de l'opération militaire spéciale. Malheureusement, ces attaques ont blessé et tué des civils, y compris des femmes et des enfants.

Le 22 mai, huit personnes ont été blessées lors d'une attaque contre le village de Panteleïmonovka, en République populaire de Donetsk. Le même jour, une frappe de drone aérien dans l'arrondissement municipal de Vassilievka, dans la région de Zaporojie, a tué une femme née en 1990 et blessé quatre enfants. Les forces armées ukrainiennes ont par ailleurs lancé deux frappes de systèmes de roquettes d'artillerie à haute mobilité sur des installations civiles dans la ville de Lgov, dans la région de Koursk, où 16 personnes ont été blessées, dont deux enfants.

Les plans concoctés par Zelensky et ses complices sont clairs et nets. Leur tâche consiste à tromper et à induire en erreur le Président Trump, qui prend des mesures énergiques en faveur de la paix ; ils sont prêts à tout pour ramener les États-Unis, qui ont déjà gaspillé des centaines de milliards de dollars pour aider l'Ukraine, vers une vision antirusse et russophobe. À l'occasion de la séance d'information qui se tiendra demain, nous discuterons des méthodes et des tactiques qu'ils utilisent pour faire échouer les efforts de paix entrepris par les dirigeants de la Russie, des États-Unis et d'un certain nombre d'autres médiateurs régionaux. Nous ne nous y attarderons pas maintenant, car nous avons demandé une séance sur ce sujet.

Ce que je dirai maintenant, c'est qu'il est de plus en plus difficile de promouvoir les mensonges ukrainiens et occidentaux sur la Russie, car les mesures prises par le régime de Kiev et son choix délibéré de faire la guerre et d'aggraver les souffrances de ses citoyens en disent long. De même, les initiatives de paix et les mesures concrètes adoptées par les dirigeants russes sont parfaitement claires et indéniables.

Nous avons l'intention de poursuivre dans cette voie et sommes prêts à entamer des négociations directes sérieuses avec l'Ukraine, que l'Ukraine elle-même a suspendues en avril 2022 à l'instigation du Premier Ministre britannique Boris Johnson et des russophobes qui défendent les mêmes idées. Ce processus de négociation devrait mener à une solution qui s'attaque de manière fiable aux causes profondes du conflit ukrainien et aux menaces que l'Ukraine fait peser sur la sécurité de mon pays. La partie ukrainienne a été invitée à nous rencontrer à Istanbul le 2 juin pour discuter du contenu de nos mémorandums concernant les approches à choisir pour les négociations.

Tant que Kiev tentera de prolonger la guerre et de provoquer la Russie en frappant les infrastructures résidentielles et civiles sur notre territoire, nous poursuivrons notre opération militaire spéciale et nous continuerons de détruire les installations liées aux capacités militaires du régime. Aucune nouvelle sanction antirusse, aucune livraison d'armes à l'Ukraine ni aucune autre mesure hostile à la Russie ne pourra empêcher l'inéluctable défaite militaire du régime de Zelenskyy.

La balle est dans le camp de l'Ukraine : soit elle participe à des pourparlers menant à la paix, soit elle sera inévitablement vaincue sur le champ de bataille, et les conditions de la fin du conflit seront alors différentes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Grèce.

Je tiens à remercier de leurs exposés détaillés la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et la Directrice de la Division du financement et des partenariats du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M^{me} Doughten.

Il y a déjà un mois que le Conseil s'est penché pour la dernière fois sur la guerre en Ukraine (voir S/PV.9908). On aurait pu espérer que dans l'intervalle, les pourparlers de paix se déroulant dans le cadre de l'initiative dirigée par les États-Unis donnent des résultats tangibles. Après tout, les États-Unis et l'Ukraine ont convenu d'un cessez-le-feu complet, immédiat et inconditionnel il y a près de trois mois et toutes les parties à la guerre, y compris la Russie, ont déclaré leur intention de parvenir à un règlement pacifique. Pourtant, ce cessez-le-feu nous échappe encore, à cause de la Russie.

Au lieu de s'appuyer sur la promesse de paix, les attaques meurtrières se sont poursuivies en mai, alors que le mois d'avril, selon les données vérifiées de la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine, est devenu le mois le plus meurtrier, non seulement pour les civils ukrainiens en général depuis septembre 2024, mais en particulier pour les enfants depuis juin 2022. Comme l'a souligné le Coordonnateur de l'action humanitaire des Nations Unies, aucun endroit n'est sûr en Ukraine.

À l'instar du Secrétaire général, nous condamnons les dernières attaques et ajoutons notre voix à celle de l'immense majorité des Membres de l'ONU, qui, dans maintes résolutions de l'Assemblée générale, exige la cessation des hostilités et le rétablissement de la paix, dans le plein respect du droit international et de la Charte des Nations Unies.

La Grèce condamne toutes les attaques contre les civils et les infrastructures civiles, qui constituent des violations flagrantes des principes fondamentaux du droit international humanitaire, et exige que les auteurs répondent de leurs actes et que les victimes obtiennent justice. À cet égard, nous saluons le rôle joué par les organismes des Nations Unies, tels que l'UNICEF, qui fournissent un soutien multiforme aux civils, en particulier aux enfants, ainsi que les efforts inlassables et le courage des travailleurs humanitaires, qui ont également subi des pertes supplémentaires au cours des derniers mois.

Malheureusement, les efforts de paix, qui ont atteint leur apogée avec les tentatives de négociations bilatérales du 16 mai, n'ont rien donné. Au contraire, cela n'a fait que confirmer l'intransigeance de la Russie. Dans le même temps, l'accord prévoyant le plus important échange de prisonniers de guerre et de détenus civils entre les deux parties depuis le début de la guerre constitue une avancée bienvenue et le seul résultat concret produit par les négociations.

Pour terminer, je réaffirme que depuis 39 mois que dure la guerre, la Grèce maintient une position de principe cohérente en faveur du droit international, y compris du droit international humanitaire et des principes consacrés par la Charte des Nations Unies. À cet égard, nous réaffirmons qu'un cessez-le-feu complet, immédiat

et inconditionnel doit rester notre première priorité en vue d'atteindre notre objectif ultime, qui consiste, premièrement, à parvenir à une cessation permanente des hostilités ; deuxièmement, à instaurer une paix juste, globale et durable obtenue en pratiquant une diplomatie inclusive, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international, dans le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine ; et troisièmement, à obtenir des garanties de sécurité qui empêcheront la reprise de la guerre.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne la parole à la représentante de l'Ukraine.

M^{me} Hayovyshyn (Ukraine) (*parle en anglais*) : J'exprime ma reconnaissance à la présidence grecque pour avoir organisé la présente séance du Conseil de sécurité et je remercie la Secrétaire générale adjointe DiCarlo et M^{me} Doughten, représentante du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, de leurs exposés détaillés.

Aujourd'hui, cela fait déjà 1 191 jours que l'Ukraine résiste à l'invasion militaire à grande échelle, illégale, non provoquée et injustifiée de la Fédération de Russie. Les objectifs de la Russie restent inchangés : soumettre l'Ukraine militairement et s'approprier le contrôle de l'ensemble de notre pays afin de poursuivre ses ambitions impérialistes. Ne parvenant pas à atteindre ces objectifs de manière indépendante, elle s'assure le soutien de régimes autoritaires tels que la République populaire démocratique de Corée et l'Iran. En outre, les services de renseignement ukrainiens ont confirmé que la Chine fournit des produits chimiques spéciaux, de la poudre noire et des machines à 20 usines militaires russes. Cette coopération doit cesser immédiatement.

L'Ukraine a le droit de se défendre, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Nous remercions nos partenaires européens et américains et nos autres partenaires et alliés de leur soutien indéfectible, qui renforce nos capacités de défense.

Pour parler simplement, l'Ukraine n'a pas déclenché cette guerre et ne souhaite pas qu'elle se poursuive à ce jour. De son côté, la Russie pourrait mettre fin à son agression à tout moment, mais refuse obstinément toute voie crédible vers la paix.

L'Ukraine a toujours prouvé son attachement à la diplomatie et reste ouverte à tout format susceptible de produire des résultats tangibles. Nous avons soutenu la proposition d'un cessez-le-feu provisoire, global et inconditionnel de 30 jours, avancée par les États-Unis, qui a été acceptée le 11 mars à Djedda, en Arabie saoudite. L'Ukraine est foncièrement convaincue qu'un cessez-le-feu d'au moins 30 jours doit être la première étape vers des négociations sur une paix juste et durable. Nous avons réaffirmé cette proposition à maintes reprises, mais la Russie refuse systématiquement de l'accepter. Les actions de la Russie montrent clairement qu'elle n'est pas disposée à faire la paix.

Le 20 avril, bien que des médias aient annoncé que la Russie était prête à ce qu'ils ont appelé un cessez-le-feu de Pâques, les forces russes ont effectué 1 882 pilonnages, 33 frappes aux lance-roquettes multiples et 957 attaques de munitions rôdeuses contre l'Ukraine.

De nouveau, la Russie a proclamé, mais uniquement dans les médias, qu'elle était prête à un cessez-le-feu du 8 au 10 mai. En réalité, elle a mené 115 frappes aériennes, largué 197 bombes d'aviation guidées, effectué 12 100 pilonnages, dont 187 au moyen de lance-roquettes multiples, et lancé 7 303 munitions rôdeuses sur des infrastructures civiles. Voilà le genre de cessez-le-feu que proposait la Russie.

Le 10 mai, aux côtés des dirigeants européens de la France, de l'Allemagne, de la Pologne et du Royaume-Uni, et soutenue par les États-Unis et d'autres partenaires,

l'Ukraine a de nouveau appelé la Russie à accepter un cessez-le-feu de 30 jours. La volonté collective de l'Ukraine et de ses partenaires était claire : si la Fédération de Russie refusait, des sanctions robustes lui seraient imposées, notamment contre les secteurs énergétique et bancaire. En guise de réponse, la Russie a rejeté le cessez-le-feu inconditionnel et exigé des négociations directes avec l'Ukraine en Türkiye.

Nous n'avons pas peur de mener des pourparlers. Nous sommes pour des discussions constructives. Le Président ukrainien, Volodymyr Zelenskyy, était prêt à rencontrer personnellement Poutine, car il est seul en Russie à décider des questions stratégiques de guerre et de paix. Notre président s'est rendu en Türkiye le 15 mai, prêt à une rencontre directe à Ankara ou Istanbul. Poutine a néanmoins refusé de s'y rendre, envoyant une délégation de subalternes sans pouvoir de décision. Malgré cela, une équipe de négociateurs ukrainiens de haut niveau, dirigée par le Ministre de la défense Rustem Umerov, était prête à discuter du cessez-le-feu.

Fait notable, la délégation russe était pour l'essentiel composée des mêmes personnes que celles dépêchées à Istanbul en 2022. Cela montre bien que la Russie n'a pas fondamentalement changé d'approche. Son objectif était de faire de la réunion d'Istanbul un processus mis en scène et futile, rappelant les pourparlers de 2022. Ce ne sont pas l'Ukraine ou les dirigeants occidentaux qui compromettent les négociations, comme le prétend la Russie ; c'est la Russie, qui envoie une délégation dénuée de pouvoir décisionnel, réduisant ainsi à néant les perspectives diplomatiques.

La réunion d'Istanbul a donné un seul résultat positif : un échange de prisonniers de guerre, selon la formule 1 000 contre 1 000, qui a été appliqué du 23 au 25 mai. Globalement, si l'on met de côté toutes les déclarations pseudo-historiques absurdes de la Russie, ses provocations, etc., le plan russe, qui voulait inscrire la réunion d'Istanbul dans la continuité de mars 2022, a échoué. La dynamique en place est totalement nouvelle. Les conditions et les réalités sont différentes aujourd'hui.

Pour sortir de l'impasse diplomatique actuelle, il faut une réunion au niveau des dirigeants. Le Président Zelenskyy a réaffirmé à plusieurs reprises qu'il était prêt à rencontrer Poutine à tout moment, dans n'importe quel lieu convenu par les deux parties.

Nous continuerons d'insister sur un cessez-le-feu inconditionnel et complet d'au moins 30 jours, seule base viable pour la réussite de toute discussion ou mesure à venir.

Toutefois, la Russie essaie maintenant de gagner du temps afin de poursuivre sa guerre et d'occuper davantage de terres ukrainiennes. Elle continue d'intimider et de terroriser les civils ukrainiens en attaquant des infrastructures critiques et des zones résidentielles. Tout cela envoie un signal clair : la Russie ne souhaite pas mettre fin à la guerre et elle n'est ni prête ni disposée à engager des négociations véritables. Les actions de la Russie justifient une pression à grande échelle pour limiter ses capacités militaires et la pousser vers une paix réelle.

La réunion d'Istanbul et son suivi ne doivent pas être un prétexte pour ne pas intensifier la pression sur la Russie, et ils ne le seront pas. Au contraire, ils sont la preuve qu'il est urgent d'exercer cette pression, dont l'intensité doit être inversement proportionnelle à la volonté des Russes d'agir dans un esprit constructif et de s'engager dans un véritable processus de paix.

La Fédération de Russie continue d'amplifier ses attaques systématiques féroces contre les civils dans toute l'Ukraine. Jour et nuit, l'Ukraine subit d'implacables vagues de frappes meurtrières de missiles et de drones. En mai, leur ampleur et leur intensité ont fait des dévastations sans précédent. Les 24 et 25 mai, la Fédération de Russie a exécuté une de ses attaques combinées les plus massives depuis le début de sa guerre d'agression à grande échelle, en tirant 83 missiles de types

divers et 548 drones contre des cibles civiles en Ukraine. Ces attaques ont fait au moins 12 morts parmi les civils et blessé des dizaines de personnes. Dans la région de Zhytomyr, une frappe aérienne sur un quartier résidentiel a tué les membres d'une même fratrie : Stanislav, 8 ans, Tamara, 12 ans, et Roman, 17 ans.

Le 26 mai, la Russie a mené sa plus grande attaque de drones depuis le début de l'invasion à grande échelle, lançant 355 drones d'attaque, en plus de neuf missiles de croisière, sur des zones civiles. Là encore, elle a tué et blessé des civils et endommagé, voire détruit, des bâtiments résidentiels et des infrastructures civiles.

En l'espace de trois jours, la Russie aura ainsi lancé plus de 900 drones d'attaque, sans compter les missiles balistiques et de croisière.

Le terrorisme russe contre les civils se poursuit chaque jour sans exception. Aujourd'hui, la Russie a mené une frappe aérienne sur un village de la région de Zaporizhzhia en utilisant des bombes guidées. Cette attaque a tué au moins deux civils et en a blessé trois autres. Plus de 50 maisons ont été endommagées et cinq ont été détruites. En outre, près de 600 foyers ont été privés d'électricité.

Ces frappes n'ont aucune logique militaire. L'État agresseur n'y gagne rien. À l'évidence, elles ne visent qu'à terroriser la population civile et à causer des destructions de grande ampleur, et témoignent d'un mépris flagrant du droit international humanitaire et d'un profond dédain pour la diplomatie internationale. Elles représentent également une décision politique délibérée, la décision de Poutine de poursuivre sa guerre d'agression.

Chacune de ces attaques terroristes justifie l'imposition de sanctions supplémentaires renforcées contre la Fédération de Russie. Le silence de la communauté internationale ne fait qu'enhardir Poutine.

Ces attaques constantes soulignent qu'il faut d'urgence maintenir et amplifier le soutien qui permettra de protéger les civils ukrainiens de la violence aveugle. Nous sommes profondément reconnaissants à tous les partenaires et alliés qui aident l'Ukraine à renforcer ses capacités de défense aérienne. La livraison en temps utile de systèmes de défense aérienne permet de sauver des vies.

L'Ukraine accueille favorablement le récent rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine, qui atteste pour la première fois des attaques systématiques de drones menées par la Russie contre les civils de la région de Kherson. Cette tactique de terreur inhumaine appliquée de longue date ne doit pas rester impunie.

Les menaces qui pèsent sur la population civile ukrainienne représentent un aspect nouveau et inquiétant de la guerre moderne, qui risque de faire précédent pour les futurs conflits ouverts. Une marque de fabrique en est la menace directe et constante d'attaques de missiles et de drones à longue portée sur l'intégralité du territoire, même dans des régions situées à plus de 1 000 kilomètres de la ligne de front. Non seulement cette menace persistante met en danger la vie des civils, mais elle a aussi de graves répercussions sur le bien-être psychologique et socioéconomique de la population et sur sa sécurité. Elle fait partie intégrante de la stratégie militaire de la Russie et elle doit être dûment prise en compte dans les efforts et discussions plus vastes de l'ONU sur la protection des civils en période de conflit armé.

Rappelons que des milliers d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens, civils et militaires, sont toujours emprisonnés en Fédération de Russie ou dans les territoires ukrainiens temporairement occupés. Nombre d'entre eux ont été capturés avant 2022. Ils continuent de subir torture, traitements inhumains et dégradants et violences sexuelles liées au conflit, en violation flagrante du droit international humanitaire et du droit des droits humains. La Russie continue de restituer des Ukrainiens de manière extrêmement arbitraire et sélective. L'Ukraine exige que tous les actes

de torture et mauvais traitements infligés aux détenus cessent immédiatement et sans condition et que la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus, surnommées Règles Nelson Mandela, et les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes, également appelées Règles de Bangkok, soient intégralement respectés.

La situation à la centrale nucléaire de Zaporizhzhia reste extrêmement difficile, d'autant que les sept piliers indispensables pour assurer la sûreté et la sécurité nucléaires dans un conflit armé continuent d'être systématiquement violés. La Russie méprise ouvertement les efforts diplomatiques que la communauté internationale, y compris les États-Unis, déploie pour mettre fin à sa guerre d'agression et garantir la sécurité nucléaire mondiale. D'après Greenpeace, la Russie est en train de construire une nouvelle ligne à haute tension dans le territoire temporairement occupé de la région de Zaporizhzhia, afin de relier illégalement la centrale nucléaire de Zaporizhzhia au réseau électrique russe. Je tiens à souligner que le fait de déconnecter la centrale nucléaire de Zaporizhzhia du réseau électrique ukrainien augmente considérablement les risques. En cas d'urgence, la centrale pourrait perdre sa dernière source fiable d'alimentation électrique externe. Cela pourrait directement entraîner une panne d'alimentation à la centrale, avec des conséquences potentiellement catastrophiques.

En outre, le chantage politique exercé par Moscou et son mépris flagrant du droit international ont contraint l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à effectuer une deuxième rotation en passant par le territoire temporairement occupé de l'Ukraine. Nous insistons sur le fait que, malgré les pressions exercées par la Russie, l'AIEA doit continuer de respecter les principes du droit international, en particulier l'inviolabilité de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et qu'elle ne doit reconnaître aucun changement de juridiction concernant la centrale nucléaire de Zaporizhzhia.

L'Ukraine exhorte l'AIEA et la communauté internationale à répondre de manière énergique à ces agissements de la Fédération de Russie. La rotation du personnel de l'AIEA doit se faire en passant exclusivement par le territoire contrôlé par le Gouvernement ukrainien, jusqu'à ce que la centrale nucléaire de Zaporizhzhia soit entièrement restituée à son propriétaire légitime, l'Ukraine.

La paix à tout prix ne mettra pas fin à la guerre. Une paix globale, juste et durable doit être fondée sur le respect fondamental de principes non négociables. Nous le répétons, l'Ukraine n'acceptera jamais de reconnaître comme russe une quelconque partie de son territoire temporairement occupé. Nous ne tolérerons aucune ingérence dans nos décisions souveraines, y compris en matière de défense ou d'alliances. Nous nous opposons à toute tentative de conciliation avec l'agresseur, qui ne ferait qu'encourager de nouvelles agressions.

La Russie ne manifeste aucune véritable intention de mettre fin à sa guerre. Par conséquent, nous ne voyons pas d'autre solution que d'intensifier la pression internationale sur le plan politique, militaire et économique. Les sanctions doivent être étendues et renforcées. Il faut prendre pour cible le pétrole, la flotte fantôme de pétroliers, les réseaux financiers et l'industrie de l'armement de la Russie.

La Russie est dans une situation où elle doit prouver que ses intentions sont sérieuses. Nous avons besoin de décisions concrètes, avant tout en faveur d'un cessez-le-feu inconditionnel et complet d'au moins 30 jours. L'Ukraine est prête à œuvrer pour la paix. La Russie doit également montrer qu'elle est prête.

À titre de mesure de confiance, nous proposons le retour immédiat et inconditionnel de tous les enfants ukrainiens enlevés, des prisonniers de guerre et des civils détenus.

Pour que la paix perdure, la justice doit prévaloir. Nous nous félicitons des progrès accomplis par le groupe restreint sur la création d'un tribunal spécial pour le crime d'agression perpétré contre l'Ukraine. Les travaux techniques relatifs aux instruments juridiques nécessaires sont terminés.

La Charte des Nations Unies est au cœur de la paix et de la sécurité mondiales. La faire respecter n'est pas facultatif, c'est notre devoir collectif. C'est à l'aune de cette norme que sera jugé chaque membre du Conseil, et même de la communauté internationale.

Pourtant, nous assistons aujourd'hui à une grave distorsion de ce devoir. La Fédération de Russie, qui occupe toujours le siège permanent de l'Union soviétique, utilise son statut non pas pour préserver la paix, mais pour défendre sa guerre d'agression contre l'Ukraine. Cet abus frappe au cœur du système international que nous sommes tous censés défendre.

L'Ukraine, pour sa part, aspire à une paix juste et durable, ancrée dans les principes consacrés par la Charte des Nations Unies et renforcée par des garanties de sécurité contraignantes et à long terme.

La paix ne peut reposer uniquement sur des discours, d'autant plus que les discours ne fonctionnent pas avec Moscou. Elle nécessite des mesures concrètes : un cessez-le-feu immédiat et équitable, des échanges diplomatiques soutenus et la création d'un dispositif de sécurité crédible axé sur des garanties de sécurité effectives pour l'Ukraine, qui empêcheront toute nouvelle agression.

C'est pourquoi l'Ukraine travaille avec tous ses partenaires, les États-Unis, l'Union européenne et tous les partenaires internationaux, à la mise en place d'une large coalition pour la paix, fondée sur des principes. Mais pour réussir, la communauté internationale doit agir avec unité et détermination. Ce n'est pas le moment d'hésiter. Le moment est venu d'accroître la pression de façon coordonnée, non seulement pour influencer le cours de la guerre d'agression menée par la Russie, mais aussi pour y mettre un terme et garantir la paix pour toutes nos générations futures.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République tchèque.

M. Kulháněk (République tchèque) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier la présidence grecque du Conseil de sécurité d'avoir organisé cette importante séance.

Nous nous trouvons à un tournant décisif, un moment qui exige que nous décidions si le massacre et les souffrances insensés des civils en Ukraine vont se poursuivre, ou si nous allons enfin voir la fin de l'invasion illégale et non provoquée de la Russie, qui est entrée dans sa douzième année.

Le choix qui s'offre à la Russie est simple. Aucun sophisme diplomatique ni aucune propagande ne peuvent masquer cette question fondamentale : la Russie de Poutine est-elle prête à mettre fin à la mort et à la souffrance qu'elle inflige à l'Ukraine ?

L'Ukraine a démontré son engagement en faveur de la paix par des actes, et pas seulement par des discours. Le Président Zelenskyy a déclaré à plusieurs reprises que l'Ukraine était prête à instaurer un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel de 30 jours et à prendre part à des pourparlers visant à mettre fin à la guerre de manière permanente et sans conditions.

Dans le même temps, la Russie continue de gagner du temps. Lorsque le Président russe a proposé des pourparlers directs, le Président ukrainien a accepté sans hésiter, prêt à rencontrer son homologue en face à face. Pourtant, alors que l'Ukraine tend la main, le Kremlin tergiverse. J'invite les membres du Conseil à tirer leurs propres conclusions quant à l'identité de ceux qui recherchent véritablement la paix et ceux qui perpétuent les massacres et les souffrances.

Ces derniers jours nous ont rappelé, une fois de plus, les véritables intentions de la Russie. Nous avons assisté à l'escalade incessante des attaques aériennes contre les villes ukrainiennes, qui tuent des civils innocents, y compris des enfants, et détruisent des infrastructures civiles avec une cruauté calculée.

Le temps est venu de mettre fin à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La Tchèque se joint à d'autres pays pour demander au Conseil et à l'ensemble de la communauté internationale de contribuer à créer les conditions d'une paix juste et durable en Ukraine, une paix qui respecte la Charte des Nations Unies et toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

La paix ne peut être dictée par l'agresseur. La souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, ainsi que son droit à choisir son avenir doivent être garantis.

La voie à suivre est claire. Le choix appartient à la Russie. Le monde regarde. Il faut mettre fin à l'invasion, respecter le droit international, faire taire les armes, s'asseoir à la table en toute bonne foi, et mettre fin à la guerre maintenant.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Estonie.

M. Tammsaar (Estonie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom des trois États baltes, à savoir la Lettonie, la Lituanie et mon pays, l'Estonie. Nous nous associons à la déclaration qui sera prononcée par le représentant de l'Union européenne. Je tiens à remercier les intervenantes de leurs précieuses contributions.

Depuis le début de l'agression russe, il n'y a pas eu un jour où la Russie n'a pas bombardé l'Ukraine. Même le week-end dernier, alors que la Russie prétendait se consacrer activement à la recherche de la paix, elle a mené la plus intense vague d'attaques aériennes contre l'Ukraine depuis le début de l'agression, lançant environ 1 000 drones et missiles dans des attaques délibérées contre les civils et les infrastructures civiles. Ces actes de terreur doivent être condamnés par tous ceux qui prétendent défendre la paix et la justice.

Depuis l'invasion russe, l'Ukraine a exprimé à maintes reprises son engagement inébranlable et sa volonté politique de parvenir à une paix globale, juste et durable, conformément à la Charte des Nations Unies, au droit international et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. L'Ukraine a accepté un cessez-le-feu total et inconditionnel, proposé par les États-Unis. Le Président Zelenskyy s'est déclaré prêt à rencontrer Poutine pour discuter de la paix, mais la partie russe a fait fi de cette occasion, envoyant à sa place une délégation fantôme à la réunion. Le Kremlin traîne les pieds et invente toutes sortes d'excuses, tout en multipliant ses exigences déraisonnables, ce qui montre clairement que Moscou n'est pas du tout disposé à accepter un véritable cessez-le-feu en Ukraine.

Combien de temps devons-nous endurer cette comédie interminable, alors que la Russie continue de mettre en œuvre sa politique génocidaire ? Ces attaques ne sont pas le fruit de la folie, mais une tentative délibérée de la part de la Russie de faire perdre tout espoir aux Ukrainiens. La Russie adopte la tactique employée par les nazis lorsqu'ils ont systématiquement bombardé Londres en 1940 et 1941, dans le seul but de terrifier et de plonger dans le désespoir la population britannique pour forcer ses dirigeants à se rendre. Les nazis ont échoué et la Russie échouera aussi.

Le Kremlin tente de nous convaincre tous, et en particulier les États-Unis, que notre soutien à l'Ukraine est vain. La Russie pense qu'en démontrant sa capacité de nuire à l'Ukraine et de la faire saigner, elle peut également paralyser notre volonté politique de soutenir Kyïv. Cependant, l'évaluation de la Russie semble être aussi correcte que sa prévision initiale selon laquelle elle envahirait l'Ukraine en trois jours. En fait, l'agression et le zèle impérialiste de la Russie ne peuvent être freinés que par une pression internationale conjointe accrue pour la contraindre à faire la paix en Ukraine et à cesser son agression une fois pour toutes. La persuasion et la conciliation sont perçues comme des faiblesses par Moscou et enhardissent donc l'agresseur. Ce ne sera qu'en appuyant davantage la victime de l'agression, c'est-à-dire l'Ukraine, et en augmentant le coût de l'agression pour la Russie que nous pourrons ouvrir la voie à une paix globale, juste et durable en Ukraine. La pleine application du principe de responsabilité fait partie intégrante de toute paix juste. En établissant le tribunal spécial pour le crime d'agression perpétré par la Russie contre l'Ukraine, sous les auspices du Conseil de l'Europe, nous traduirons en justice les individus qui ont commis des crimes odieux.

Nous nous félicitons des pourparlers qui ont eu lieu à Istanbul entre l'Ukraine et la Russie le 16 mai dernier, ainsi que de l'échange de prisonniers de guerre qui a suivi. Nous demandons à la Russie de procéder immédiatement à un échange global de prisonniers, comme l'Ukraine l'a proposé il y a longtemps. Les témoignages des prisonniers de guerre ukrainiens qui ont été rapatriés sont conformes aux informations de l'ONU faisant état d'exactions et d'actes de torture généralisés perpétrés dans le réseau de prisons du Goulag russe, qui a été rétabli. Aussi demandons-nous instamment à la Russie de respecter le droit international et les Conventions de Genève, c'est-à-dire de cesser de torturer, d'affamer et de maltraiter les prisonniers de guerre et de leur garantir un accès à une assistance médicale adéquate.

Pour terminer, nous restons solidaires de l'Ukraine et nous nous redisons attachés aux efforts collectifs pour parvenir à une paix globale, juste et durable en Ukraine, conformément à la Charte des Nations Unies, au droit international et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne.

M. Szczerski (Pologne) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit tout d'abord permis de remercier la présidence grecque du Conseil de sécurité d'avoir organisé cette importante séance et d'avoir accepté notre demande de participation. Je tiens également à remercier les intervenantes de leurs réflexions.

Nous nous rencontrons au 1 191^e jour de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. Dès le premier jour, la Pologne, ainsi que d'autres Membres de l'ONU, ont lancé un appel pour qu'il soit mis fin à la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Tout ce que nous souhaitons, c'est une paix juste et durable à nos frontières. Il y a eu 1 191 occasions de mettre fin à l'agression en instaurant un cessez-le-feu immédiat, total et inconditionnel susceptible d'ouvrir la voie à de véritables négociations de paix fondées sur la pleine application du droit international. Malheureusement, depuis 1 191 jours, le Président Poutine reste sourd aux exigences du monde. Il prétend être ouvert aux négociations, alors qu'en réalité, il ne fait qu'essayer de gagner du temps pour renforcer sa position sur le champ de bataille, quel que soit le nombre de vies humaines que cela coûtera. La Russie a toujours rejeté sans ménagement toutes les tentatives de trouver un moyen d'engager de véritables pourparlers de paix proposées par diverses entités.

La meilleure illustration du fait que la Russie n'est pas engagée en faveur d'une désescalade a été le lancement de la plus grande attaque de drones contre des villes ukrainiennes depuis le début de la guerre, parallèlement à l'échange russo-ukrainien

d'un millier de prisonniers de guerre le week-end dernier. Nous saluons cet échange, qui constitue une évolution positive. Nous condamnons les dernières attaques de missiles russes contre des villes d'Ukraine. Juste après que cet organe, le Conseil de sécurité, a fini de débattre de la nécessité absolue de protéger les civils en période de conflit armé (voir S/PV.9921), de nombreux Ukrainiens innocents sont morts ou ont été blessés, y compris des enfants sans défense. Selon des informations récentes, avril a été le mois le plus meurtrier pour les enfants en Ukraine depuis juin 2022, au moins 19 enfants ayant été tués et 78 autres blessés. Nous continuons à demander que la Russie soit tenue pleinement responsable de ses violations du droit international et des droits humains, des crimes de guerre et du crime d'agression, au niveau tant étatique qu'individuel.

La Pologne appuie activement les efforts diplomatiques menés par les États-Unis en faveur de la paix. Pour être durable, la paix doit être juste, globale et fondée sur la Charte des Nations Unies et ses dispositions relatives à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'égalité des États. Elle doit en outre s'accompagner de garanties de sécurité, non pas pour la Russie, mais pour un avenir sans attaques russes, non seulement contre l'Ukraine, mais aussi contre d'autres pays européens.

Pour terminer, je voudrais dire que la Pologne restera déterminée à poursuivre son appui multiforme à l'Ukraine, notamment par des moyens financiers, économiques, humanitaires, militaires et diplomatiques, aussi longtemps qu'il le faudra, pour aider l'Ukraine à exercer son droit naturel de légitime défense. Cette détermination face à une invasion non provoquée et illégale demeure une obligation conjointe de la communauté internationale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Islande.

M^{me} Jóhannsdóttir (Islande) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des cinq pays nordiques, à savoir le Danemark, la Finlande, la Norvège, la Suède et mon pays, l'Islande.

Je voudrais remercier les intervenantes d'aujourd'hui de leurs exposés détaillés et solennels.

Les pays nordiques sont de fervents défenseurs de l'ONU depuis sa création. Nous sommes et serons toujours des amis de la Charte des Nations Unies, et nous y resterons fidèles. Notre sécurité commune en dépend. L'Assemblée générale a condamné à plusieurs reprises les violations flagrantes du droit international, y compris de la Charte des Nations Unies, commises par la Russie. La Russie devra rendre des comptes.

Personne ne souhaite plus que les Ukrainiens la fin de cette guerre. Nous nous sommes associés à l'Ukraine et à ses partenaires internationaux, notamment les États-Unis, pour demander un cessez-le-feu total et inconditionnel, envers lequel l'Ukraine s'est déjà engagée il y a plus de deux mois. Un cessez-le-feu mettrait fin aux souffrances et permettrait d'entamer des discussions sérieuses. C'est maintenant à la Russie de rendre la pareille. Mais elle préfère tergiverser et continuer de lancer des vagues d'attaques contre des villes ukrainiennes, qui ont fait au moins 160 victimes au cours des cinq derniers jours. Une fois de plus, des enfants innocents paient le prix de la guerre barbare menée par la Russie. Le Coordonnateur de l'action humanitaire des Nations Unies en Ukraine a déclaré qu'aucun endroit n'était sûr. Ces frappes s'ajoutent à de nombreux mois d'attaques ciblées contre des infrastructures civiles, des quartiers résidentiels et des installations énergétiques, le tout à un coût énorme pour ce qui est des vies humaines et des destruction de biens et au mépris total des obligations qui incombent à la Russie en vertu du droit international humanitaire. La Russie pourrait mettre fin à la guerre demain. Au lieu de cela, elle continue de s'efforcer d'atteindre des objectifs maximalistes. La Russie n'a cessé d'affirmer qu'il

existait de prétendues causes profondes à sa guerre contre l'Ukraine, comme si elle était en quelque sorte contrainte d'agir. Mais il s'agit là d'un discours mensonger. La Russie a délibérément choisi d'envahir une nation souveraine, un acte non provoqué commis en violation flagrante du droit international.

L'Ukraine et le peuple ukrainien ont montré qu'ils avaient des réserves extraordinaires de courage pour résister. Ils tiennent bon depuis plus de trois ans et trois mois. Tous les pays épris de paix et attachés à l'état de droit et au droit international, y compris à la Charte des Nations Unies, doivent s'unir pour appuyer la lutte de l'Ukraine. Et rien ne saurait justifier la poursuite de l'appui matériel ou politique à la Russie ; il doit cesser immédiatement. Cette guerre doit cesser. Ce sont non seulement la liberté et l'indépendance de l'Ukraine qui sont en jeu, mais aussi la crédibilité et l'intégrité du système international et de cette institution. Les ambitions néo-impérialistes et colonialistes de la Russie n'ont pas leur place au XXI^e siècle. Nous réaffirmons notre attachement à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et nous resterons aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra, tandis que nous continuons d'avancer, je l'espère, vers une paix globale, juste et durable, fondée sur la Charte des Nations Unies et le droit international.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Lambrinidis.

M. Lambrinidis (*parle en anglais*) : Le Monténégro, l'Albanie, l'Ukraine, la République de Moldova, la Bosnie-Herzégovine et la Géorgie, pays candidats, ainsi que l'Andorre, Monaco et Saint-Marin s'associent à la présente déclaration.

L'Union européenne renouvelle sa condamnation résolue de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, qui constitue une violation manifeste de la Charte des Nations Unies. Je tiens à remercier le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de leurs déclarations claires sur les conséquences de cette guerre d'agression contre l'Ukraine, ainsi que de leurs efforts indispensables à la tête des initiatives politiques et humanitaires de l'ONU en Ukraine.

Après d'innombrables séances du Conseil consacrées à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, au cours desquelles nous n'avons eu de cesse de répéter nos préoccupations et messages fondamentaux, nous devrions tous être en mesure de nous mettre d'accord sur au moins une chose : un cessez-le-feu total et inconditionnel est nécessaire maintenant. C'est une condition *sine qua non* de pourparlers de paix sérieux.

Nombre d'entre nous, dont beaucoup sont présents ici aujourd'hui, ont appelé à un cessez-le-feu à maintes reprises et dans différentes enceintes. Nombre d'entre nous l'ont fait en soulignant l'importance de mettre fin à cette guerre en se fondant sur la Charte des Nations Unies, le droit international et le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, tels qu'ils s'appliquent à tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Le moment est venu d'en faire une réalité. Il faut mettre fin à cette guerre illégale et à ces souffrances et parvenir à une paix globale, juste et durable en Ukraine, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international. Nous saluons toutes les initiatives visant à parvenir à une telle paix. Nous, Européens, avons travaillé sans relâche avec l'Ukraine à cette fin.

L'Union européenne se joint à l'Ukraine, aux États-Unis et à d'autres partenaires internationaux pour demander un cessez-le-feu total et inconditionnel d'au moins 30 jours. Cette pause dans les hostilités constituerait une étape essentielle dans la réduction des souffrances des civils et permettrait de nouveaux échanges de prisonniers et le retour des enfants enlevés. Elle ouvrirait également la voie à

des pourparlers sérieux visant à mettre fin à la guerre d'agression de la Russie et à instaurer une paix globale, juste et durable.

L'Ukraine a démontré à maintes reprises qu'elle était prête à accepter un cessez-le-feu global et immédiat sans conditions préalables et s'y est déjà engagée il y a des mois de cela. Le Président Zelenskyy s'est rendu en Türkiye pour engager des pourparlers directs avec le Président russe, qui ne se sont malheureusement jamais concrétisés.

Comme c'est le cas depuis le début de cette guerre, c'est maintenant à la Russie de montrer qu'elle souhaite la paix. À ce jour, elle ne l'a pas fait. Le week-end dernier, elle a lancé sa plus grande attaque sur les villes ukrainiennes depuis l'invasion de 2022, tirant 355 drones et tuant 13 personnes, d'après ce qui a été rapporté. La mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine a constaté l'augmentation du nombre de victimes civiles du fait de l'agression russe au cours des derniers mois. En avril, au moins 209 civils ont été tués et 1 146 blessés. La campagne de frappes aériennes systématiques menée par la Russie contre les civils et les infrastructures civiles critiques de l'Ukraine non seulement n'a pas cessé, elle s'est intensifiée. Cette campagne viole le droit international humanitaire, sape les efforts de paix et doit enfin cesser, maintenant.

Nous devons tous répéter ce message. Nous devons tous réaffirmer notre appui indéfectible à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, conformément à la Charte. L'Union européenne continuera de soutenir l'Ukraine et son peuple aussi longtemps qu'il le faudra.

Le Conseil doit exercer une pression diplomatique totale, fondée sur des principes et efficace, en faveur d'un cessez-le-feu complet et inconditionnel et d'une paix globale, juste et durable, conformément à la Charte des Nations Unies. Nous implorons le Conseil de le faire immédiatement.

La séance est levée à 17 h 15.